

Diplôme national de master

Domaine - sciences humaines et sociales

Mention - sciences de l'information et des bibliothèques

Spécialité - cultures de l'écrit et de l'image

Censure et Propagande du *Progrès* et du *Salut Public* en 1916.

PINONOS Aurore

Sous la direction Christian Sorrel
Professeur d'Histoire contemporaine – Université Lyon 2 Lumière

Remerciements

Je remercie Monsieur Sorrel qui a su m'orienter et me guider tout au long de ma recherche.

Je tiens également à remercier mes amis pour le soutien nécessaire et vital qu'ils m'ont apporté tout au long de cette année, et plus particulièrement mes chères camarades Laura Louise et Martina pour la chaleur inestimable de leur présence.

Un grand merci à toutes les personnes que j'ai pu rencontrer aux archives départementales et à la bibliothèque municipale de Lyon.

Résumé : L'arrivée de la Première Guerre mondiale bouleverse le paysage de la presse française. En effet, la loi sur l'état de siège rend possible le contrôle des imprimés par l'État. Une nouvelle collaboration s'instaure donc entre les journalistes et les autorités en charge de ce contrôle. C'est cette censure que l'on va étudier ici, en délimitant le procédé à deux journaux lyonnais, Le Progrès et Le Salut Public, deux des huit grands quotidiens qui dominent la presse lyonnaise en 1916. Outre cet intérêt porté sur la censure, cette étude tente également de comprendre le fonctionnement de la propagande qui se diffuse à travers ces lignes et qui impacte directement le public. En effet, la presse au début du XX^e siècle est le seul « média de masse », même si le terme est anachronique, qui permet une transmission élargie de l'information. Au milieu de la guerre, son importance grandit par cette place privilégiée que la presse détient. L'imprimé est un des rares supports intellectuels, avec les correspondances des soldats, qui permet à la population de suivre l'avancée de son armée. Nous allons donc étudier la censure et la propagande dans deux quotidiens lyonnais pendant la Première Guerre mondiale et plus particulièrement en 1916.

Descripteurs : Lyon, presse, quotidiens, censure, propagande, 1916.

Abstract: The beginning of World War One disrupts the landscape of the French press. Indeed, the state of siege Act makes it possible for the authorities to control printed. Therefore, a new collaboration is established between journalists and the authorities responsible for censorship. We will study the censorship, delimiting the process thanks to Le Progres, and Le Salut Public two of the eight major daily that dominate Lyons Press in 1916. Besides this interest focused on censorship, this study also attempts to understand how the propaganda that diffuses through these lines and that directly impacts the public. Indeed, the press in the early twentieth century is the only « mass media » which allows a wider spreading of information. At the middle of the war, its importance grows. Printed is one of the few intellectual supports, added to the soldiers' correspondence, which allows the readers to follow the progress of his army. We will study the censorship and the propaganda in two daily Lyon in 1916.

Keywords :Lyon, press, daily, censorship, propaganda, 1916.

Droits d'auteur réservés.

Toute reproduction sans accord exprès de l'auteur à des fins autres que strictement personnelles est prohibée.

Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS	7
INTRODUCTION.....	9
HISTOIRE DU SALUT PUBLIC ET DU PROGRES	11
Description historique du <i>Salut Public</i> et du <i>Progrès</i>.....	11
<i>Le Salut public</i>	11
<i>Le Progrès</i>	15
LA PROPAGANDE ET LA CENSURE EN 1916.....	23
Le gouvernement de 1916	23
La propagande en temps de guerre	25
<i>Le journal, instrument de propagande de l'Etat</i>	31
LE SALUT PUBLIC ET LE PROGRES EN GUERRE	32
La propagande des deux journaux lyonnais	33
<i>La place de la Grèce dans les journaux lyonnais</i>	33
<i>La bataille de Verdun : enjeu de la propagande étatique</i>	39
<i>L'attitude envers les pays neutres</i>	46
<i>La démoralisation de l'ennemi</i>	49
Subir la censure en 1916.....	51
CONCLUSION	57
SOURCES.....	59
BIBLIOGRAPHIE.....	61
TABLES DES ANNEXES.....	67
TABLE DES MATIERES.....	85

Sigles et abréviations

ADR : archives départementales du Rhône

B.M.L : Bibliothèque municipale de Lyon

INTRODUCTION

« On ne ment tant jamais qu'avant les élections, pendant la guerre et après la chasse ». Cette citation, empruntée à Georges Clemenceau, annonce ce qui se fait en temps de guerre. La France, en 1916, est engagée dans la Première grande Guerre mondiale. Elle va défendre ses valeurs par les armes. Mais les armes qu'elle utilise ne sont pas forcément celles que l'on croit. La grande presse du XX^e siècle est l'exemple d'une furieuse arme intellectuelle mise, pendant un conflit, au service des autorités. La presse française domine l'Europe en ce début de siècle. Ce média de masse va subir pendant la grande guerre le joug de la censure et de la propagande étatique. En 1914 on recense près de 250 quotidiens de province en France, dont une demi-douzaine pour les grandes villes.¹ L'intérêt des historiens pour la presse comme source d'analyse apparaît pendant l'entre-deux-guerres. Cette attention se porte essentiellement sur les grands quotidiens parisiens. De grands livres généraux commentent l'âge d'or de la presse en se basant essentiellement sur l'étude des grands journaux parisiens.

Ce devoir, qui peut être vu comme la suite d'un premier travail effectué l'an passé, tente d'analyser des journaux de province, en mettant à profit les grandes recherches effectuées sur les journaux parisiens. Proposer une analyse de plusieurs journaux lyonnais s'inscrit donc dans une démarche effectuée au plan national tout en plaçant cette recherche dans la continuité de travaux déjà entrepris par les historiens lyonnais.

Il est ici question d'analyser deux journaux lyonnais de l'année 1916 accessibles à la Bibliothèque municipale de Lyon, *Le Progrès* et *Le Salut Public*, et de décrire les principes de censure et de propagande engendrés par le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Ces deux principes de censure et de propagande, étaient, en 1914, omniprésents dans les quotidiens lyonnais. On cherche désormais à comprendre si ces deux systèmes perdurent durant le conflit, en expliquant comment ils se développent et s'organisent.

¹ Albert Pierre, *Histoire de la presse*, Paris, QSJ, PUF, 2003, 127 p.

Les journaux français subissent une suppression de libertés qui n'était plus en vigueur depuis la Révolution et il est intéressant d'analyser ce nouvel état de fait et les nouveaux enjeux naissants.

La censure sera organisée par deux grandes entités, le gouvernement qui aura à charge la censure politique des journaux et l'autorité militaire qui aura à charge la censure militaire avec comme mission le contrôle les informations relatives aux armées.

A cette censure s'ajoute la diffusion d'une propagande. Le sens péjoratif attribué de nos jours au mot propagande est la conséquence de la Première Guerre mondiale et de son utilisation par le gouvernement français et par l'armée. La propagande vise en premier lieu l'opinion publique française qu'elle veut façonner pour la bonne conduite de la guerre.

Dans une première partie, il sera question d'établir un descriptif des deux journaux analysés, *Le Progrès* et *Le Salut Public*.

Ensuite, on dépeindra l'organisation de la propagande et de la censure en 1916 avant de centrer l'analyse de ces deux concepts sur *Le Progrès* et *Le Salut Public*.

HISTOIRE DU SALUT PUBLIC ET DU PROGRES

DESCRIPTION HISTORIQUE DU *SALUT PUBLIC* ET DU *PROGRES*

Le Salut public

Entre 1848 et 1852, durant la deuxième République, Lyon voit éclore 88 journaux.² Peu d'entre eux survivent à cette nouvelle république. C'est toutefois le cas du *Salut Public*, un quotidien du soir, grand format de quatre pages, qui se vend à 15 centimes le numéro à partir d'août 1850, à 10 centimes dès le 1^{er} juillet 1883, et enfin à 5 centimes le 30 juin 1904.³ En mars 1853, il devient « une société en commandite au capital de 100 000 francs avec 200 actions de 500 francs ».⁴ La société en commandite était la forme d'entreprise la plus courante dans le domaine de la presse. Elle permettait en effet aux actionnaires, les commanditaires, de n'être responsables que de leurs actions et d'éviter ainsi les grosses dettes.

Le Salut Public, doyen de la presse lyonnaise, est fondé en mars 1848 par un groupe de commerçants et d'ouvriers républicains regroupés sous une société en nom collectif, avec comme principale motivation d'apporter un soutien de poids à la deuxième République récemment proclamée. Joseph-Marie Grassis, bachelier ès Lettres, devint le premier directeur du journal à l'âge de 29 ans.⁵ En 1865, on estime son salaire à 7 000 francs par an, ce qui est peu en comparaison des salaires octroyés aux directeurs des grands journaux parisiens par exemple⁶ Le gérant du journal, à cette même époque, est Antoine Jordanis, remplacé très vite par Louis-Charles Lardin. L'impression du journal est placée sous la direction de Jean-François Chanoine.⁷ *Le Salut Public* succède au journal *Le Rhône* après les événements de février 1848 lorsque les canuts, descendus à Lyon, s'emparent de l'Hôtel de ville et proclament depuis son balcon la Deuxième République. Dans son premier numéro daté du 13 mars 1848, on peut lire ces quelques

² Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914*, 2013, Thèse, Histoire, Université Jean Moulin Lyon 3.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914*, *op.cit.*

lignes descriptives :

Jusqu'à présent, les enseignements de la Presse ne s'adressaient guère qu'à une classe limitée de lecteurs. Aujourd'hui, son action et son influence doivent s'étendre beaucoup plus loin, et pénétrer, s'il est possible, dans les habitations les plus reculées de nos campagnes. Il importe, en effet, que tous les citoyens puissent connaître toute l'étendue des droits dont ils jouissent ; il importe qu'ils soient dirigés dans le choix de leurs mandataires et sachent à quoi s'en tenir sur les affaires du pays. L'éducation politique du peuple, voilà le premier devoir du gouvernement nouveau et de la Presse.⁸

Le journal débute dans le monde de la presse par une vocation univoque à éduquer le peuple, en mettant en place un papier visant à renseigner les classes les plus modestes et les populations les plus reculées, celles qui n'ont pas les ressources financières suffisantes pour la création d'un périodique. En effet, avant de paraître le 9 septembre 1848, *Le Salut Public* verse 6000 francs au Trésor, conformément à la loi du 9 août 1848 qui établit un cautionnement de 6 000 francs pour les quotidiens des villes de plus de 50 000 habitants. Le silence aux pauvres semble être alors de mise, ce que dénonce clairement le prêtre Lamennais dans un article du journal parisien *Le Peuple*. Cette idée est accentuée le 16 juillet 1850 lorsque Louis-Napoléon Bonaparte alourdit le cautionnement pour le département du Rhône, avec un paiement de 24 000 francs, paiement identique à celui de Paris. En 1852, après son coup d'État, il augmente encore une fois le cautionnement à 50 000 francs pour les quotidiens parisiens et pour ceux du Rhône. Ce versement obligatoire est définitivement aboli par la loi sur la liberté de la presse en 1881. En 1859, *Le Salut Public* acquiert sa propre imprimerie, transformée en société anonyme en 1869 et possédant un capital de 120 000 francs, soit 400 actions de 300 francs détenues par 10 actionnaires.⁹

Le Salut Public était défini comme un journal politique, commercial et littéraire à parution quotidienne. Il se rallie à l'Empire en décembre 1851 et, défenseur des idées politiques d'Adolphe Thiers et de l'ordre moral, il combat les opinions de Léon Gambetta. Lors de la fondation de la troisième République en 1870, ce journal s'oppose au régime, et ce durant quarante ans. En décembre 1871, à la mort du directeur du journal Maxime Grassis, *Le Salut Public* se transforme en société anonyme valant 700

⁸ BML, *Le Salut Public*, mars 1848.

⁹ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

000 francs, un capital réparti en 700 actions de 1 000 francs.¹⁰ En décembre 1872, Henri Thiers, originaire de Marseille, licencié ès Lettres et conservateur, devient le nouveau gérant et rédacteur en chef du journal. Il est remplacé en tant que gérant par Antoine Beyssac le 7 mai 1891. Ce dernier, entré au journal en 1865 comme typographe, a su faire ses preuves en gravissant les échelons au fil des années.¹¹

Lors du procès d'Alfred Dreyfus, *Le Salut Public* est favorable au mouvement boulangiste. Il se prononce contre la révision du procès et les lois de laïcité. Il appuie les candidats réactionnaires et progressistes dans les différentes consultations électorales depuis 1900.¹² Face aux difficultés financières, le journal abaisse son capital en 1894.¹³

C'est un périodique qui se vend à un sou à ses débuts et qui accueille rapidement, tout comme *Le Progrès*, la publicité. Il faut savoir que presque tous les quotidiens lyonnais ont contenu des publicités. En effet, l'agence Havas, en plus de distribuer des informations, réussit à s'octroyer la gérance des publicités des journaux comme celles du *Salut Public* qu'elle détient jusqu'en 1897. Sans concurrents au niveau national, elle a ainsi pu étendre son monopole sur l'ensemble du territoire. A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, l'agence Havas exerce son influence sur 300 à 350 journaux dans tous les départements français.¹⁴ Cette influence s'amenuise et très vite, les quotidiens se dotent de fils spéciaux en ouvrant leurs bureaux à Paris, comme le fait *Le Nouvelliste*, ou en choisissant des publicités gérées par les agences locales, comme la plus importante du Rhône qui est l'agence Fournier. L'agence Fournier était le correspondant d'Havas. Elle réussit à devenir indépendante et à s'imposer dans la ville, ce qui met fin au monopole de l'agence nationale.¹⁵ Son fondateur Victor Mathieu Fournier rejoint en 1870 le comité du Salut Public. Républicain modéré, il devient conservateur libéral.¹⁶ Il gère les annonces publicitaires du journal de 1881 à 1898.¹⁷ Après cette date, la Compagnie générale de publicité, fondée à Lyon par Albert Ribaud, contrôle seule les annonces financières du *Salut Public* jusqu'en 1901, année de sa dissolution.¹⁸ Le journal, malgré une tentative pour fonder sa propre agence de publicité, n'y parvient pas. En 1907, un dénommé Brazis devient le gérant du quotidien, et le reste jusqu'à l'Entre-

¹⁰ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit*

¹¹ *Ibid*

¹² ADR 1M151, Janvier 1923.

¹³ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid*

deux-guerres.¹⁹

Deuxième quotidien catholique de Lyon en 1914, placé derrière *Le Nouvelliste*, *Le Salut Public* occupe une position spéciale et unique à Lyon de journal du soir, avec des nouvelles publiées chaque fin de journée à 17 heures. Le quotidien a su diversifier au fil du temps ses écrits, continuant ainsi à informer plus largement son lectorat. Il inclut dans ses pages des chroniques littéraires, artistiques ou touristiques. Les hommes d'affaires, notamment les soyeux, peuvent consulter les dernières valeurs de la Bourse. Le sous-titre du journal « quotidien, politique, littéraire, commercial et financier »²⁰ rappelle bien cette pluralité affirmée.

Au début du XX^e siècle, le périodique affiche clairement des positions catholiques différentes de celles émises par le journal chrétien de Lyon *Le Nouvelliste*. *Le Salut Public* organe républicain de longue date, est alors proche des hommes politiques du centre. Lors de la séparation entre l'État et l'Église instituée par la loi de 1905, le quotidien s'oppose vigoureusement à la limitation des libertés de l'Église tout en encourageant à l'intérieur de l'institution ecclésiastique une acceptation des nouvelles tendances dans de nombreux domaines, comme la démocratie chrétienne ou la recherche intellectuelle. *Le Salut Public* et *Le Nouvelliste* ne partagent pas les mêmes idées mais ont en commun un public pratiquant.²¹ Le tirage de ce premier journal n'est jamais aussi élevé que celui des autres grands quotidiens lyonnais, mais il a une influence remarquable dans la ville. Comme il se décrit lui-même, c'est un « journal du soir faisant connaître les dernières nouvelles de la journée. Très répandu dans la ville de Lyon et sa banlieue. Est lu par tous les partis indistinctement en raison des nouvelles qu'il publie à 5 heures du soir ».²²

Il réussit, par son statut unique et privilégié de journal du soir, à se défaire des autres quotidiens et à rivaliser ainsi avec les plus grands périodiques lyonnais, du moins par la renommée qu'il acquiert. Dans un rapport daté du 6 mars 1908 émanant de la préfecture du Rhône²³, un tableau indique le nombre d'expéditions réalisées par jour par les grands quotidiens lyonnais dans le département rhodanien. *Le Salut Public* ne figure pas dans cette étude, n'exerçant alors qu'un faible tirage. Dans un état des journaux adressé par le

¹⁹ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

²⁰ Guy Laperrière, *La « séparation » à Lyon (1904-1908) Étude d'opinion publique*, Lyon, 1973, 220 p.

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

²³ ADR, série M, sous-série 1M151.

département du Rhône au cabinet du ministre de l'Intérieur en 1913, *Le Salut public* occupe la huitième place en terme de tirage, avec 5000 exemplaires par journée, placé derrière *Le Journal de Villefranche* qui tire environ 6000 exemplaires par jour, et devant le Lyon-Midi avec ses 1500 tirages.²⁴

En 1914, dans un rapport identique, *Le Salut public* est le huitième journal lyonnais en termes de tirage, derrière *Le Lyon Républicain*, *Le Progrès*, *Le Nouvelliste*, *La Dépêche de Lyon*, *L'Express de Lyon*, *L'Express de Saône et Loire* et *Le Journal de Villefranche*. *Le Salut Public* stagne à 5000 exemplaires pour cette même année, mais progresse en 1915 avec 45 000 exemplaires, dépassant par exemple *La Dépêche de Lyon* et *L'Express de Lyon*, tous deux respectivement à 18 000 et 10 000 exemplaires. *Le Salut Public* affirme donc son identité en passant du huitième journal de Lyon au quatrième journal, ce qui fait de lui l'un des organes de presse les plus influents de la ville pendant la première guerre mondiale.²⁵ En 1914, le siège du *Salut Public* est situé au 71 rue Molière, à Lyon. Il est le seul journal de la ville à quitter la presqu'île, se déplaçant du deuxième au troisième arrondissement en 1891 pour investir ses nouveaux locaux.²⁶ A cette époque, la rédaction compte une dizaine de journalistes dont Pierre Jay, directeur du journal et fervent catholique aux convictions républicaines bien affirmées, ce qui va permettre au journal de se libéraliser²⁷. Il démissionne de la rédaction du *Salut Public* en 1917.

Pendant la Grande Guerre, *Le Salut Public* est partisan de l'Union sacrée et de la défense nationale. Ce quotidien disparaît en 1944.

Le Progrès

C'est sous le Second Empire (1852-1870) que le quotidien *Le Progrès* voit le jour, ainsi que 135 autres journaux à Lyon.²⁸ Il naît le lundi 12 décembre 1859 pour soutenir la lutte alors engagée par les libéraux contre l'Empire. Il est, à ses débuts, un quotidien de quatre pages qui se vend à 15 centimes. Il est fondé par trois protagonistes : l'imprimeur Jean-François Chanoine, Frédéric Morin, et M. Beyssac. Frédéric Morin,

²⁴ ADR, série M, sous-série 1M151.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

qui est né à Lyon, vient d'une famille bourgeoise. C'est un ancien élève de l'École normale supérieure qui a obtenu l'agrégation de philosophie en 1844, un catholique libéral qui semble se détourner des pratiques religieuses au profit de ses activités professionnelles et de ses idéologies²⁹ Il possède une certaine expérience dans le domaine de la presse, puisqu'il a notamment été un des collaborateurs du quotidien parisien *La Presse*. Il devient pour *Le Progrès* responsable de la correspondance parisienne.³⁰ Frédéric Morin contribue très largement au développement du journal et à son expansion à Lyon, même s'il réside dans la capitale. Il n'a jamais voulu être le rédacteur en chef du journal, car ses idées républicaines plus qu'affirmées n'auraient pas pu le permettre. En effet à l'époque, et ce depuis le décret du 17 février 1852, le préfet a autorité pour valider la nomination des rédacteurs en chef des journaux. On peut penser que la préfecture n'aurait jamais admis un républicain à fort caractère à la tête de la rédaction d'un journal déjà enclin à gauche.³¹ Le troisième et dernier fondateur du journal est Monsieur Beyssac. Il ne semble pas avoir reçu la moindre instruction supérieure et fait très vite équipe avec Jean-Baptiste Béraud, le nouveau rédacteur du *Progrès*, un professeur qui avait refusé de prêter serment³². Ce dernier signe dans le premier numéro du journal ces quelques mots « Pour nous, un peuple éclairé serait un peuple sauvé ». ³³ L'utilisation du conditionnel démontre bien toute la difficulté de cette entreprise, identique à celle des Lumières qui se heurtèrent aux esprits religieux hermétiques aux nouvelles idées. Des grands combats se profilent, comme celui pour le développement de l'instruction qui délivrerait les esprits des populations de leurs torpeurs irrationnelles et de leurs ignorances. Ces journalistes sont entourés de Charles Willemin, catholique, d'Henri Lacroix, qui devient le secrétaire de rédaction, et de Clair Tisseur.³⁴ Il faut noter que Béraud et Morin, à la suite d'une demande formulée par Chanoine, se retirent très vite de la rédaction du journal.

Lorsque *Le Salut Public* réussit à acquérir sa propre imprimerie, Jean-François Chanoine, privé de revenus car n'imprimant plus le quotidien, décide de lancer son journal *Le Progrès*. Il avait par ailleurs en 1852 créé un hebdomadaire intitulé *Le*

²⁹ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid*

³² *Ibid*

³³ Yves Cau, *Un grand quotidien dans la guerre. Le Progrès, Juin 1940 – Novembre 1942*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1979.

³⁴ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

Progrès industriel.³⁵ *Le Progrès* se présente à l'époque comme un quotidien indépendant et d'opposition républicaine, qui a intérêt, face aux journaux conservateurs lyonnais, à lancer une feuille plus libérale afin d'attirer un nouveau public qui ne se retrouvait pas dans les autres journaux lyonnais. Le 12 décembre 1859, dans son éditorial, Jean-Baptiste Béraud reprend les mots de l'écrivain et prêtre Lamennais issus du journal catholique libéral *L'Avenir* et qui sont les suivants : « Il y a désormais un sentiment qui doit effacer tous les souvenirs pénibles, un mot qui doit nous unir tous, la liberté. »³⁶ Liberté est le maître mot du *Progrès*, comme il fut celui qui caractérisa la pensée de Voltaire. Comme le dit l'historien lyonnais Yves Cau « ce mot apparaît trois fois dans la présentation du nouveau quotidien, réalisée par son propriétaire-gérant, Monsieur Chanoine ».³⁷

Imprimer un journal, à l'époque, s'avère être une démarche assez complexe pouvant vite décourager les plus pessimistes, notamment pour les journaux qui s'affirment républicains et qui sont surveillés par le pouvoir, comme c'est le cas du *Progrès*. Cependant, le Second Empire qui, en signant un traité de libre-échange avec les Anglicans aux dépens du pape, a vu son impopularité augmenter et ses soutiens de droite, en particulier les catholiques, diminuer, doit reconquérir de nouveaux sympathisants. On cherche donc à attirer les gauchistes, en permettant la création de nouveaux journaux. C'est grâce à ce contexte politique tendu et incertain que Jean-François Chanoine arrive à mettre en place un nouveau quotidien fondé sur une opposition au pouvoir, une opposition qui suscite parfois des tensions. *Le Progrès* reçoit plusieurs avertissements émanant de la préfecture du Rhône, comme c'est le cas le 24 juin et le 28 juillet 1862, à la suite des propos tenus par le journaliste Beyssac dans des articles qui rapportent les incidents survenus quelques jours plus tôt lors du conseil des ministres,³⁸ incidents provoqués par l'expédition au Mexique de troupes françaises voulue par Napoléon III. Ce ton vigoureux et antagoniste au pouvoir, présent au sein du *Progrès*, entraîne aussi une suspension de deux mois pour le journal, qui survient après l'article du journaliste Auguste Vermorel dénigrant « les mœurs politiques et les pratiques électorales ».³⁹

³⁵ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Yves Cau, *Un grand quotidien dans la guerre, op.cit.*

³⁸ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

³⁹ *Ibid.*

En 1860, le quotidien s'adresse aux Savoyards en ces mots : « chez nous l'esprit reste libéral », à défaut d'une vie politique sans entraves. Diverses condamnations et arrêts forcés du journal conduisent ce dernier à restructurer la rédaction, avec l'arrivée de nouveaux rédacteurs et de nouveaux journalistes. De février 1864 à janvier 1865, Jules Vallès devient correspondant pour *Le Progrès*. Cette expérience lui aurait permis d'affermir certaines idées, des idées républicaines en accord avec la ligne éditoriale du journal. Cette tradition de contestation demeure jusqu'en 1875, année où *Le Progrès* abandonne son ton d'opposition pour devenir l'un des principaux soutiens de la République dans le sud-est de la France, tout cela dans le but de rechercher un équilibre délicat entre l'ordre et la liberté. Le journal semble vouloir atteindre trois objectifs particuliers, la défense des idées républicaines, la diffusion d'une information sérieuse et la fidélisation d'un public. Sept ans plus tard, *Le Progrès* s'engage et formule une pétition en faveur de l'affranchissement de Lyon privé alors du droit d'élire son conseil municipal. C'est en 1865 qu'apparaît l'anticléricalisme qui imprègne alors fortement la ligne éditoriale du journal. Juste avant l'abandon du ton d'opposition en 1875, le journal a quelques démêlés avec la justice, comme le 9 juillet 1871 où sa sévère critique à l'encontre du gouvernement l'amène à devoir s'acquitter d'une amende de 1000 francs. En 1873, contrairement au *Salut Public*, *Le Progrès* élève sa plume contre la politique d'Adolphe Thiers, symbole de l'évolution des classes dirigeantes françaises de 1871 à 1873, années de son mandat comme président de la République française.

En 1880, un tournant majeur s'opère avec l'arrivée à la direction du journal de Léon Delaroche, qui souhaite vendre bon marché pour vendre beaucoup. Le prix du numéro passe alors à un sou. Il rachète également l'imprimerie et dote le journal de nouvelles rotatives. A l'arrivée de Delaroche, la rédaction se met en place autour d'une dizaine de rédacteurs.⁴⁰ *Le Progrès* modifie sa ligne éditoriale en devenant plus modéré et en soutenant la politique républicaine. Son succès sera de taille. En 1880, son tirage est de 50 000 exemplaires, en 1882, de 75 000. En 1890, le supplément du dimanche est lancé, c'est l'apparition du *Progrès illustré*, qui se colorera neuf ans plus tard. Le capital du *Progrès* en 1880 est estimé à près de 3,1 millions de francs, alors qu'il n'était que de 25 000 francs en 1865.⁴¹ C'est un chiffre important qu'il faut cependant relativiser si on prend en compte les capitaux des quotidiens nationaux, comme *Le Figaro* qui détient

⁴⁰ Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

⁴¹ *Ibid.*

9,6 millions de francs en 1885.⁴²

Lorsque son mari décède en 1897, Mme Léon Delaroche confie la direction et la rédaction du Progrès à Georges Berthoulat, ancien secrétaire général de Préfecture, puis à André Basset. Sous sa direction, le journal déplace sa ligne éditoriale vers la gauche. Organe des partis radical et radical socialiste, il combat le boulangisme et au moment de l'affaire Dreyfus, prend nettement position pour la révision du procès. Le rédacteur en chef Georges Berthoulat est même félicité à cette époque.⁴³ *Le Progrès* est l'un des rares journaux de province à être favorable dès le début à la révision du procès d'Alfred Dreyfus, ce qui marque un glissement continu de la part de la rédaction vers la gauche modérée. Aux élections municipales de 1900, l'appui du *Progrès* et l'influence prise par lui sur les éléments populaires depuis les radicaux jusqu'aux socialistes réformistes permettent à Jean-Victor Augagneur de battre la coalition des listes opposées rassemblées autour d'Antoine Gailleton, républicain plus conservateur. En 1903, *Le Progrès* devint la propriété des neveux Henri et Léon Delaroche.⁴⁴

Tout comme le *Lyon Républicain*, *Le Progrès* est, au début du XX^e siècle, républicain, gouvernemental, et anticlérical. Mais sa particularité réside dans le fait qu'il semble plus attentif que son confrère aux problèmes syndicaux et ouvriers, tandis que le *Lyon Républicain* aspire à devenir l'organe de la grande et de la petite bourgeoisie lyonnaise, en publiant de longues chroniques littéraires et culturelles. *Le Progrès* lui, fidélise son lectorat plus populaire par l'utilisation de photographies et de dessins -le premier à développer cela dans la ville de Lyon- et en ouvrant également ses colonnes à des chroniques aussi populaires que les courses d'automobiles. Selon une note de police datée de 1902, *Le Progrès* est décrit comme suivant « l'inspiration d'un groupe de députés et sénateurs radicaux de la région lyonnaise ; notamment MM. Bérard, de l'Ain, Saint-Romme, Rivet, de l'Isère, Coliard, Augagneur » et se fabrique, selon un rapport daté du 8 avril 1908, comme ceci :

Les articles tout faits sont rares, les collaborateurs envoient surtout des notes et des documents dont se servent les rédacteurs politiques. M.Basset veut avoir la politique de son journal dans la main et exige que tout soit fait sous son

⁴²Marc Jampy, *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914, op.cit.*

⁴³ADR 1M151.

⁴⁴ADR 1M151.

inspiration directe.⁴⁵

L'anticléricalisme du *Progrès*, comme il est dit plus haut, est un fait indéniable. Le journal ne cesse d'attaquer l'Église, en prônant l'avancée de la science qui discrédite les fondements de la religion. Dans l'éditorial du 6 avril 1904, on peut lire ces lignes : « Dans ce temps où il est impossible qu'un homme de bon sens croie le moindre mot des dogmes inventés par l'ignorance des âges barbares, si l'on s'attache à l'Église, ce n'est plus que pour des motifs politiques. »⁴⁶ *Le Progrès* revivifie sans cesse ses positions envers les catholiques, ce qui est visible dans de nombreux articles. Pour ce journal, l'Église investit des domaines hors de son champ d'action, comme les questions politiques par exemple. Par la politique, elle tendrait à dominer la société. *Le Progrès* dénonce une Église omniprésente et affirme ceci :

[L'Église] ne recherche point l'égalité mais la domination. Elle n'a cessé de regretter le temps où les empereurs courbaient le front sous la sandale des moines. Elle ne conçoit point l'État laïque. Elle veut que la société civile obéisse à ses lois, s'inspire de son esprit. Son but certain est de régner formellement sur les hommes et de mettre à son service ce pouvoir civil qu'elle nommait jadis le bras séculier.⁴⁷

Le Progrès veut défendre l'éducation des peuples qui est pour le quotidien la seule issue pour que les citoyens ouvrent les yeux sur les « aberrations » commises par l'Église. Pour cela, la République doit lutter et doit aider les Français à tendre à l'émancipation de leurs consciences. Au début du XX^e siècle, le journal est animé d'un esprit libéral et novateur. Les libres penseurs dominant alors la rédaction du *Progrès*. *Le Progrès* dénonce tout au long de son parcours la domination de l'Église sur la société, à l'instar de l'attitude du *Nouvelliste* vis-à-vis de l'influence des francs-maçons sur les gouvernements. Ces deux journaux sont diamétralement opposés, leurs idées sont différentes, et il est intéressant d'effectuer une analyse comparative de ces deux quotidiens. Cependant, ces deux quotidiens lyonnais cherchent également, par des concepts abstraits et par la question du surnaturel, à montrer à la population la voie qui mène au bonheur.

En 1908, *Le Progrès* est tiré à plus de 46000 exemplaires par jour, avec un inventu de

⁴⁵ Guy Laperrière, *La « séparation » à Lyon (1904-1908) Étude d'opinion publique, op.cit.*

⁴⁶ Guy Laperrière, *La « séparation » à Lyon (1904-1908) Étude d'opinion publique, op.cit.*

⁴⁷ *Ibid.*

20%, ce qui revient à une vente de 37 000 numéros environ. En 1913, on évalue son tirage à 150 000 exemplaires, ce qui classe *Le Progrès* comme le deuxième journal le plus consulté de Lyon, derrière *Le Lyon Républicain* avec ses 190 000 exemplaires, et devant *Le Nouvelliste*, avec un total de 75 000 exemplaires. Ce classement reste identique pour l'année suivante, mais on constate une diminution des tirages pour le *Lyon Républicain* en 1915. En effet, 150 000 exemplaires journaliers sont imprimés par ce dernier contre 200 000 pour *Le Progrès* et 185 000 pour *Le Nouvelliste*, ce qui fait du *Progrès* le premier journal lyonnais. En 1916 le journal s'imprime à 250 000 exemplaires. Son influence s'étend aussi à toute la région du sud-est de la France.

L'attitude politique du journal ne varie pas avant 1914 et le début de la Grande Guerre, où il semble garder une attitude conforme au point de vue de défense nationale, même si des conflits avec les autorités sont visibles.

Les locaux du journal sont situés au 85 rue de la République.

Après avoir décrit l'histoire du *Salut Public* et du *Progrès*, cette étude va porter son intérêt sur la propagande et la censure de 1916.

LA PROPAGANDE ET LA CENSURE EN 1916

LE GOUVERNEMENT DE 1916

Mon premier mémoire avait fait état de la mise en place de la propagande au commencement de la Première Guerre mondiale, en 1914. Ce travail, qui peut être vu comme une suite logique de réflexion, porte sur l'année 1916 et sur les deux journaux lyonnais décrits plus haut, *Le Progrès* et *Le Salut Public*. Comment se constituent la censure et la propagande instaurées par le gouvernement en 1916 ? Quelle position politique adopte le gouvernement vis-à-vis des journaux ? Quelles informations sont censurées et quelles autres sont diffusées ? Pour comprendre cela, nous allons décrire le gouvernement en place en 1916 et les nouvelles organisations qui gouvernent la censure et la propagande des journaux français, et enfin nous centrerons notre analyse sur des événements clés de l'année 1916 afin de saisir grâce à son contenu l'évolution de la censure et de la propagande française pendant le conflit.

En 1916, c'est Aristide Briand qui est président du conseil et qui apporte des modifications dans l'organisation de la censure française. Celle-ci, qui s'est progressivement structurée d'août 1914 à janvier 1915, subit des modifications dans sa structuration tout au long du conflit, dans un but de rationalisation et de centralisation des démarches. En janvier 1916, Aristide Briand crée la Maison de la presse, avec comme principal objectif de coordonner censure et propagande. Elle est répartie en sections délimitées et organisées comme la section diplomatique, la section militaire, la section de traduction et d'analyse de la presse étrangère, et la section de propagande.⁴⁸ Elle permet ainsi la fusion des organismes présents auparavant et fournit aux journaux des informations complémentaires. La Maison de la presse structure son action à l'intérieur du pays, pour améliorer et contrôler l'unité nationale. Elle cible également son action sur les combattants et sur les pays neutres afin de gagner leur sympathie et leur ralliement parfois, comme c'est le cas avec les Etats-Unis et les démarches de séduction effectuées sur ce pays qui deviendra un allié en 1917. La Maison de la presse sera active jusqu'à la fin de la guerre. Cet organisme est, dès son commencement, sujet

⁴⁸ Georges Weil, *Le journal, origine évolution et rôle de la presse périodique*, p.325.

aux polémiques. Son rôle est pourtant important et une partie de la victoire des alliés lui a été attribuée.

En plus de cette Maison de la presse, on met à jour le Bureau de la presse créé en 1914 et qui compte, de cette année jusqu'en 1919, plus de 400 censeurs⁴⁹. C'est encore lui en 1916 qui élabore les consignes de censure en appliquant les décisions politiques de la présidence du Conseil et des Ministères compétents. Ces dernières se sont constituées entre août 1914 et octobre 1919. Selon le censeur Armand Charpentier, 1100 consignes générales et militaires ont été formulées selon les instructions des ministres des gouvernements qui se sont succédé tout au long du conflit.⁵⁰ La plupart des consignes émanent du cabinet du ministre de la guerre, mais certaines proviennent également des ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Finances, de la présidence du Conseil, ce qui témoigne d'un souci collectif de contrôle de la presse. Ces importantes consignes peuvent également être discutées en conseil des ministres.

En 1916, la censure est donc une question importante pour les autorités, qui essaient de coordonner les différents organes mis en place pour le contrôle des informations. On peut rappeler les consignes engagées pour cette année. On voit l'application de consignes définies comme permanentes qui se veulent l'écho de circulaires ministérielles et d'application de la loi du 5 août 1914. Le 5 août 1914, on a redéfini les interdictions et les sanctions encourues par les journaux en s'appuyant sur la loi du 9 août 1849, qui permettait au Conseil de guerre d'intervenir si des faits tels que des provocations ou des délits de fausses nouvelles sont commis par la presse. Cette nouvelle loi du 5 août votée par le Parlement est effective pour toute la durée de la guerre. Elle permet aux autorités militaires d'interdire les journaux jugés dangereux et hostiles au gouvernement. Cette loi, ratifiée par la Chambre des députés et par le Sénat, complète donc l'état de siège militaire en ajoutant un état de siège politique.⁵¹ Selon une note adressée par le cabinet du ministre de la Guerre aux préfetures de France :

⁴⁹ Olivier Forcade, *Dans l'œil de la censure : voir ou ne pas voir la guerre*, p. 40.

⁵⁰ Olivier Forcade, *Dans l'œil de la censure*, p.40, *Op.cit.*

⁵¹ Maurice Rajsfus, *La censure militaire et policière 1914-1918*, Paris, Le Cherche midi, 1999, 259 pages.

la loi du 5 août 1914, votée par le Parlement sans aucune opposition et pour la durée de la guerre seulement, interdit de publier toutes informations et tous renseignements autres que ceux communiqués par le gouvernement ou le commandement, sur les points essentiels de la défense nationale ; opérations de la mobilisation et du transport des troupes et du matériel, effectifs, [...], travaux de défense, situation de l'armement, du matériel, des approvisionnements, situation sanitaire, nominations et mutations dans le Haut Commandement dispositions, emplacements et mouvements des armées, des détachements et de la flotte.⁵²

Outre des consignes permanentes qui appliquent la loi du 5 août, on voit aussi des consignes temporaires ou rapportées qui se focalisent sur des événements particuliers sans autre signification particulière. Enfin, il y a l'existence de consignes politiques, c'est-à-dire celles qui veulent mettre en place une protection, pour des personnes, des institutions, le gouvernement ou alors pour la dissimulation des affaires politiques.⁵³

En 1916, la Bataille de Verdun est un exemple marquant qui démontre la nécessité d'une censure politique mise en place pour délimiter l'opinion publique dans un moment fort du conflit.

LA PROPAGANDE EN TEMPS DE GUERRE

Comme l'a montré mon premier mémoire, la propagande politique mise en place par le gouvernement a un objectif principal, qui est celui de contrôler les pensées par le média de masse de l'époque, le journal. Les informations sont contrôlées par les autorités mais diffusées également par elles. On cache ainsi des éléments clefs du conflit au public dans un souci d'ordre national. Propagande et censure sont deux éléments qui s'entremêlent pendant la Première Guerre mondiale. Le gouvernement s'efforce ainsi de convaincre les Français, de leur mettre en évidence l'utilité du conflit, de rappeler que le peuple allemand est barbare et que la démocratie triomphera. Le gouvernement, qui est à la tête de la communauté, veut la diriger. Il s'adresse donc sans cesse à ses citoyens

⁵² ADR 1M141

⁵³ Olivier Forcade, *Dans l'œil de la censure*, p.41, *Op.cit.*

membres de cette communauté qu'il veut régenter par le biais d'un grand média, le journal d'information à parution quotidienne. C'est ainsi que le gouvernement s'efforce d'expliquer aux citoyens les mesures qu'il a prises pour les protéger.

Il faut donc penser la propagande comme un instrument permanent de conquête et de contrôle social.⁵⁴

Le gouvernement choisit donc l'écrit et le média qui a le plus de portée pour l'époque. Il développe ainsi sa pensée, communique ses idées auprès des autres et donne à sa voix une teneur éloquente en utilisant l'écrit, préalablement assuré de la plus grande diffusion et de l'efficacité la plus durable.⁵⁵

Ainsi, plus la guerre s'éternise, plus l'effort de propagande doit être appliqué. En effet, on pensait cette dernière de courte durée et voilà qu'elle perdure et que l'avenir triomphant décrit par le gouvernement peine à arriver. Il faut sans cesse rallier les individus à la guerre et obtenir l'adhésion de l'opinion publique. Le propagandiste veut décider quelqu'un à agir d'une façon qui a priori ne semble ni naturelle ni nécessaire⁵⁶, surtout dans une année où les mécontentements commencent à jaillir.

Pour rendre cette propagande efficace, on procède par ordre, on utilise des clichés, des stéréotypes. On suggère constamment, on joue sur l'émotion en s'aidant de l'insinuation et de la répétition. Effectivement, nous avons déjà vu dans le précédent mémoire que les journaux ne cessent de comparer le peuple allemand à un peuple barbare sans lois ni démocratie, un bête féroce non apprivoisée qu'il faut combattre.

La propagande étatique qui transparait dans les journaux français et donc dans les deux journaux lyonnais étudiés ici rappelle sans cesse le devoir patriotique des français et que l'union du peuple est la clef de la victoire.

Dans les journaux lyonnais, la propagande se dissimule, pour mieux se diffuser, dans l'information que les lecteurs restés à l'arrière du pays attendent avidement. On atteint ainsi les masses par le truchement de l'information et on ne pousse pas les citoyens à la réflexion. On donne des faits ou des données indiscutables, on rappelle des événements marquants qui jouent sur l'émotion du lectorat. Comme le rappelle Driencourt dans son livre, la propagande est indissociable de l'art de gouverner.⁵⁷

Pour commander, il faut convaincre, et en temps de guerre on ne cesse de convaincre le peuple de la nécessité du conflit en définissant les causes de ce dernier.

⁵⁴ Jean-Jacques Driencourt, *La propagande, nouvelle force politique*, p. 19.

⁵⁵ *Ibid*, p. 20.

⁵⁶ *Ibid*, p. 21.

⁵⁷ *Ibid*, p. 27

La Première Guerre mondiale a ainsi permis d'innover en matière de propagande, en intégrant au gouvernement de chacun des états belligérants un organisme de propagande développé comme un « instrument scientifique de combat ». ⁵⁸ On entre alors dans une guerre de nations, de peuples et d'empires et non pas seulement dans une guerre de simples armées adverses qui s'affrontent. On cherche ainsi, et c'est ce que démontre ce mémoire, l'unité absolue du pays, qui va nécessiter la répétition des idées avant tout, des idées diffusées très largement par les journaux d'information. La propagande devient ainsi une arme de guerre pour le gouvernement français qui, conscient de ce fait, ne cesse de s'en servir tout au long du conflit.

L'utilisation de cette nouvelle arme qu'est la propagande, associée à la mise en place d'une censure stricte, n'est pas chose aisée pour le gouvernement français qui doit apprendre à gérer de nouveaux services pour le contrôle de l'information. Il faut ajouter à cette difficulté de contrôle unique de l'information les divers conflits qui opposèrent les journalistes aux membres du gouvernement à propos de la censure de leurs journaux.

Cette arme redoutable qu'est la propagande doit maintenir le pays en guerre et assurer un moral élevé. Il faut sauvegarder la volonté de travailler et de combattre pour la victoire du pays. Chaque citoyen doit comprendre pourquoi il se sacrifie en faisant briller à ses yeux le mythe pour le triomphe face à la barbarie du peuple ennemi. Face à la sauvagerie allemande c'est la démocratie française et des alliés qui triompheront, c'est le maintien de la civilisation et le salut du pays qui seront protégés et conservés. ⁵⁹ On rappellera aux hommes qu'ils combattent pour la protection de leurs champs, de leurs familles, de leurs quotidiens. Les autorités mettent en exergue les intérêts personnels des citoyens. On le rend haineux de l'ennemi, celui-ci est dépeint comme un grand barbare qui perturbe les autres pays, qui détruit avec atrocités des millions d'innocents. Il ne connaît aucune loi ni règles humaines, il est ainsi déshumanisé dans un portrait sauvage. Il ne connaît pas la justice ni le droit, c'est un tyran et on doit sauver le monde de ses griffes.

Dès le début de la guerre, le ministère Viviani avait donné l'exemple en faisant de la propagande un instrument politique destiné moins à empêcher la publication d'informations utiles qu'à faire régner dans le pays un état d'esprit optimiste, en suscitant

⁵⁸ Jean-Jacques Driencourt, *La propagande politique*, p. 50, *Op.cit*

⁵⁹ *Ibid*, p. 100

la confiance dans le gouvernement français. C'est ainsi toujours le cas pour l'année 1916, dans un climat qui commence à se tendre, où les années de guerre se font de plus en plus sentir sur le moral des combattants et des civils, où les contestations grimpent au fil des mois, où le manque de vivre et les conditions de vie inquiétantes créent le trouble au sein du peuple.

Ainsi en 1916 censure et propagande sont deux notions indissociables et toujours en vigueur dans le pays. Clémenceau qui a dès le commencement du conflit combattu avec ferveur la censure des journaux, semble mettre de l'eau dans son vin en cette année. Il est nécessaire de rappeler que la propagande a toujours existé parce qu'elle est une technique humaine de contrôle social.⁶⁰ Elle a sa place dans une société organisée. Plus les sociétés vont être organisées et élargies, plus les méthodes pour les atteindre et les influencer vont devoir se développer. Les progrès techniques de la guerre permettent de toucher un public plus large, on crée par exemple les agences qui diffusent les informations à échelle mondiale.

Tout le pays français est mobilisé pendant le conflit, toutes les ressources sont utilisées pour la sauvegarde du salut de la Patrie. C'est pour cela que l'on façonne l'opinion publique. Qu'est-ce que l'opinion publique ? Sinon une foule devenue masse pensante, un passage d'un état à un autre provoqué ou du moins conditionné par les techniques modernes qui favorisent ainsi l'action collective, reliant la mentalité individuelle et la mentalité collective, entre les opinions privées et l'opinion publique, tout en renforçant l'action personnelle et directe de chaque individu.⁶¹

Les gens en se côtoyant s'influencent mutuellement, c'est ce qui caractérise le processus d'intégration. La constitution de l'opinion publique se fait très progressivement et de manière indirecte alors que la constitution de l'opinion privée est bien plus naturelle et simple. Comme le rappelle Driencourt dans son livre, « personne ne peut prétendre être l'auteur unique de sa personnalité et de ses opinions, car personne ne peut s'abstraire de son groupe social, du milieu et de l'hérédité. »⁶²

Vivre en communauté et être influencé par ses concitoyens est un fait inéluctable. On ne peut s'enfuir de son milieu social et ne plus être sous influence, et on ne peut pas choisir d'y rester et de ne pas être influencé par lui. Ainsi, ce que l'on pense est souvent

⁶⁰ Jean-Jacques Driencourt, *La propagande, nouvelle force politique*, p.63, *Op.cit.*

⁶¹ *Ibid*, p.74.

⁶² *Ibid*, p76.

la cause et l'effet de la pensée d'autrui. Comme Thiebault le dit si bien dans son *Traité sur l'esprit public*⁶³ :

Etudiez donc et connaissez l'esprit public de votre nation, sachez en découvrir la pente, en saisir la direction et en suivre le mouvement, tâchez même d'en prévenir toutes les impulsions pour en mieux profiter ; parvenez enfin à le ranimer ou à le redresser s'il le faut, à le diriger et même à le changer, autant qu'il en sera besoin et que vous en aurez les moyens.

Le gouvernement français a donc, grâce à de nouveaux moyens et techniques, grâce à des organes spécialisés, usé de la propagande pour atteindre un but, garder le calme de l'opinion publique pour la bonne poursuite de la guerre, car si l'arrière reste serein, le front tient bon aussi, les deux s'auto influençant. C'est aussi pour cela que se sont mis en place divers contrôles dépassant le cadre de la surveillance de la presse et des imprimés français et étrangers. Les lettres des soldats écrites à leurs familles sont également lues par des censeurs, dans le même but que celui de propagande, les informations jugées comme dérangeantes étant retirées des courriers au profit d'informations patriotiques qui conservent le calme du pays. On veut également pousser le peuple à comprendre les idées qu'on veut qu'il comprenne pour qu'il s'abandonne entièrement et sans résistance aux tâches et aux buts fixés par le gouvernement. La propagande a un but précis et essaie de mettre en place les moyens appropriés pour l'atteindre.

La propagande agit surtout sur les instincts en étant de nature sentimentale. La propagande moderne se focalise en grande partie sur les sentiments.⁶⁴ Nous allons voir que les journaux lyonnais, sous le contrôle du gouvernement, exploitent et jouent sur les sentiments, de justice, de nationalisme et de patriotisme, avec un vocabulaire adéquat où la France se révèle majestueuse. On fait appel à la mémoire, à l'histoire, on rappelle les conflits endurés par le passé avec le peuple allemand.

Pour rester efficace, la propagande doit fournir malgré tout des informations qui sont en accord avec les règles de sécurité militaire, ce que font les journaux en diffusant

⁶³ Thiebault, *Traité de l'esprit public*, 1798, in-8°

⁶⁴ Jean-Jacques Driencourt, *La propagande, nouvelle force politique*, p.95. *Op.cit.*

chaque jour les communiqués officiels envoyés par les autorités militaires. Des communiqués officiels parfois très brefs et peu détaillés, qui usent d'un vocabulaire imprécis pour éviter l'affolement ou au contraire un trop grand enthousiasme.

On soutient également le moral de ceux qui sont sur le front et qui risquent leur vie pour assurer la victoire. On doit les encourager et leur donner l'envie de poursuivre les combats, on les sollicite, on publie dans les journaux des récits de combattants, on montre qu'on ne les oublie pas et que l'arrière du pays se sacrifie également pour gagner la guerre.

Pour qu'une propagande soit couronnée de succès, elle doit avoir la réputation d'être honnête et objective. On va prouver que l'on dit la vérité avec des discours rapportés de soldats ou de témoins de scènes barbares commises par les Allemands.

On rappelle à quel point le gouvernement ennemi cache des informations à son peuple. La propagande doit être coordonnée, les mêmes informations doivent circuler.

Elle est une arme stratégique offensive et défensive en pleine guerre psychologique, un terme emprunté à Jean-Baptiste Duroselle.⁶⁵

Mais si la propagande ne varie pas ses excitations et ses stimuli, l'opinion publique sera saturée par une action à l'identique qui se prolonge dans le temps et qui crée ainsi un effet contraire à celui recherché par les autorités.⁶⁶ C'est cela l'échec de la propagande mise en place par le gouvernement français pendant la Première Guerre mondiale, un trop plein de propagande qui a entraîné un ras-le-bol des civils et des militaires, c'est ce que l'on a nommé a posteriori le bourrage de crâne des journaux français, et c'est cela qui a déclenché l'apparition des journaux de tranchées publiés pendant le conflit.

L'État met en place, à partir de 1915, un véritable « système d'information » que le député Paul Meunier, lors d'un débat parlementaire sur la censure le 21 janvier 1916, définit comme une occultation des réalités les plus crues de la guerre, et ce d'abord à l'opinion publique française.

Avec la poursuite des combats et la naissance de la guerre totale, le système a été constamment amélioré entre 1915 et 1918 par les gouvernements successifs, et porté à son apogée par le cabinet Briand novembre 1915-mars 1917.

⁶⁵ Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français. 1914-1918*, Paris, Perrin, 2002, 255 p.

⁶⁶ Jean-Jacques Driencourt, *La propagande, nouvelle force politique*, p.98, *Op.cit.*

Le journal, instrument de propagande de l'Etat

Le journal tient donc une place particulière dans l'effort de propagande engagé par le gouvernement. Il a le privilège d'être un imprimé lu par des milliers de lecteurs et on tient comme vrai les informations qu'il diffuse car il est une source intellectuelle d'autorité. Il peut ainsi ressasser par petites doses les mêmes renseignements pour créer un lien avec son lecteur de telle sorte que ce dernier finit par trouver évidentes les nouvelles qu'il lit.⁶⁷ Le journal va également satisfaire le besoin de curiosité de son lectorat. La propagande se déguise alors sous l'apparence d'une information objective grâce à des articles qui se veulent sans opinion. Il faut aussi mettre en évidence le chemin que parcourt une information pour arriver jusqu'aux colonnes des journaux. Ces derniers récupèrent des informations provenant de sources déjà corrompues ou alors d'agences de presse qui appartiennent à des privés ou aux gouvernements.

Nous allons ensuite voir comment la propagande et la censure se mettent en place au sein des deux journaux lyonnais traités dans ce devoir, *Le Progrès* et *Le Salut Public*.

⁶⁷ Jean-Jacques Driencourt, *La Propagande politique*, p.139, *Op.cit.*

LE SALUT PUBLIC ET LE PROGRES EN GUERRE

Pendant la guerre, la presse française voit sa liberté réduite par le gouvernement. Une surveillance minutieuse empêche la diffusion de renseignements qui peuvent servir à l'ennemi. On réfrène la presse comme organe de nouvelles pour la développer comme organe de propagande.⁶⁸ Un document des archives départementales du Rhône daté du 17 septembre 1916 prouve en effet la mainmise de l'Etat sur les journaux français.⁶⁹ Dans ce document, le général Ebener, gouverneur militaire de Lyon et commandant de la 14^e région, rappelle au préfet du Rhône en lui transmettant une circulaire de M. le Ministre de la Guerre, qu'il doit recevoir des notes du Ministre de la Guerre contenant des récits d'actions glorieuses titrés « Récits d'un témoin militaire », avec comme mission de les transmettre à la Presse et aux commissions de contrôle de presse de son département. Il rappelle aussi que les journaux ont publié, le 16 septembre, un récit sur la prise de Bouchavesnes par la 6^e division de Chasseurs alpins, un récit qui constitue la première application des instructions ministérielles. (*Voir Annexe n.1*)

Dès le mois de septembre, le ministère de la Guerre ordonne donc la publication d'articles spécifiques qui devront obligatoirement paraître dans les journaux français. Cette directive adressée par le général Ebener rappelle tout le contrôle exercé par les autorités sur la presse mais également la mise en place de ce contrôle et les failles présentes dans son organisation. En effet, dans ce document, le général Ebener rappelle au préfet que celui-ci a oublié de lui transmettre un numéro justificatif de l'origine officielle de l'article sur la prise de Bouchavesnes et que ses censeurs auraient pu, sans le savoir, supprimer partiellement ou totalement un article officiel.

⁶⁸ Georges Weill, *Le journal, origine évolution et rôle de la presse périodique*, p.303, *Op.cit.*

⁶⁹ ADR, série M, sous-série 1M151

LA PROPAGANDE DES DEUX JOURNAUX LYONNAIS EN 1916

La place de la Grèce dans les journaux lyonnais

L'arme principale du gouvernement français pour diffuser sa propagande est la presse. C'était, pour informer les Occidentaux de la situation en Grèce, le moyen le plus efficace. Les affaires grecques n'ont pas été mises au centre des discussions dans les premiers mois du conflit, ce n'est que progressivement que l'on va traiter dans les lignes des journaux lyonnais de cette affaire. Au commencement du conflit, les journaux avaient des sujets d'informations beaucoup plus importants à relayer, la Bataille de la Marne par exemple ou encore les jeux d'alliances entre les pays. La Grèce va devenir intéressante grâce à la multiplication de faits importants. Cela commence en 1915 avec la chute du premier ministre grec Vénizélos. On assiste ensuite à l'échec des Dardanelles, à l'entrée en guerre de la Bulgarie, à l'écrasement de la Serbie, et surtout au débarquement des troupes alliées à Salonique. Tous ces épisodes ont mis en lumière un besoin d'alliance avec le pays grec. Les Alliés ne voulaient surtout pas que les Grecs passent du côté ennemi, c'est donc cela qui entraîne ces premiers à s'intéresser à la Grèce. Après le débarquement des troupes alliées à Salonique et la deuxième démission de Vénizélos en octobre 1915, les journaux commencent à se préoccuper de manière récurrente et passionnée aux problèmes grecs.

Les évènements en Grèce se sont déroulés comme suit. Le premier ministre grec, Eleuthérios Vénizélos était l'homme de l'Entente alors que le roi de Grèce, Constantin, beau-frère du kaiser Guillaume II, était l'homme de l'alliance. En mars 1915, Vénizélos démissionne une première fois, suite au refus du roi de participer aux opérations alliées aux Dardanelles. Vénizélos reprend le pouvoir en juin 1915, mais il démissionne une seconde fois le 5 octobre 1915 après le nouveau refus du roi grec d'entrer en guerre alors que les troupes franco-britanniques débarquent à Salonique. Il est remplacé dans un premier temps par Zaïmis puis ensuite par Scouloudis, un de ces adversaires. Ce changement de premier ministre a ainsi modifié l'image de la Grèce à l'étranger.

Au mois d'octobre de l'année 1916, Vénizélos prend la décision de partir à Salonique dans l'intention de former un gouvernement provisoire. Ce choix entraîne une période de tension dans le pays dès qu'il s'agit d'évoquer le sort de la Grèce et ses relations avec l'Entente. Cette période atteint son apogée le 1^{er} décembre 1916, jour où le roi Constantin ordonne aux soldats grecs de tirer sur un détachement de marins français débarqués tout juste à Athènes. Ce tragique épisode entraîna le détronement de Constantin le 12 juin 1917.

Avant de mettre en lumière les événements grecs de l'année 1916, voici un récapitulatif des épisodes survenus à la fin de l'année précédente et un résumé des analyses faites par les journaux lyonnais.

En octobre 1915, le débarquement des troupes franco-britanniques à Salonique ne retient pas l'attention des journaux dans un premier temps. Ce n'est que quelques jours après que l'évènement apparaît dans les colonnes des quotidiens français. On argumente en la faveur des alliés bien évidemment. En effet, il était grand temps que ces derniers entreprennent une action dans les Balkans. La décision de partir en Grèce est arrivée au bon moment. En pleine guerre, le temps n'est pas à la négociation mais à l'action vive et bien menée. Il faut agir vite et c'est cet argument que choisissent les journaux français pour justifier l'invasion. Les rédacteurs des journaux démontrent également que cette invasion ne peut être assimilée et comparée à celle de la Belgique. La neutralité grecque n'est en aucun cas violée par les troupes franco-britanniques. On explique ainsi à quel point la population grecque est ravie de voir les uniformes français débarquer sur son territoire. Les soldats français sont dépeints comme des sauveurs venus combattre le mal dans un pays qui n'était pas en guerre mais qui était, par son choix de neutralité, menacé par l'ennemi.

C'est dans cet esprit de justification que commence mon analyse des journaux lyonnais et leur prise de position en ce qui concerne les événements grecs. L'édition du *Progrès* datée du samedi 1^{er} janvier 1916 consacre un bref article intitulé « L'Occupation de Castellorizo » aux événements grecs, en reformulant des propos tenus par le journal grec *Le Patris*. Selon le *Progrès*, le journal grec affirme que la communication entre les Grecs et les Français

s'effectue sur un ton « courtois dans un esprit amical et qu'elle donne les raisons qui nécessitent une occupation ». On justifie encore les invasions françaises, un autre article assez concis du *Progrès* et intitulé « L'attitude de la Grèce » reprend les mêmes arguments, tout en soutenant que la France avait entendu et compris les protestations grecques qui ont suivi le débarquement de l'île, une « occupation qui fut effectuée dans des dispositions amicales et après que le gouvernement grec eût reçu l'assurance qu'elle était nécessité par la guerre et qu'elle serait provisoire ». On constate que le titre de l'article déplace la culpabilité sur le pays grec, que l'on regarde d'un œil soupçonneux. La France n'est en tort en aucune manière et l'attitude de la Grèce, qui reste à demi coopérative vu les événements intérieurs et ses relations avec l'Allemagne, est observée par le gouvernement français. C'est un sujet qui devient important tout au long de l'année 1916 et qui tiendra une place non négligeable dans les colonnes des journaux lyonnais, sous diverses rubriques intitulées sobrement « La situation en Grèce », ou encore « Notre situation à Salonique » pour *Le Progrès* ou « En Grèce » pour *Le Salut Public* par exemple.

En octobre 1916, l'arrivée de Venizélos à Salonique pour former un gouvernement provisoire retient l'attention des rédacteurs des journaux lyonnais. *Le Salut public* parle ainsi « du mouvement révolutionnaire de Salonique » le 26 septembre. Les tensions qui suivent cette décision sont alors palpables et on cherche à justifier le maintien des troupes françaises et anglaises présentes dans le pays. On soutient Venizélos, l'homme de l'Entente qui a autorisé un an plus tôt le débarquement des troupes alliées retirées des Dardanelles et venues porter secours à la Serbie. On renforce de plus le sentiment de solidarité entre les Anglais et les Français, engagés fraternellement dans ce conflit, deux nations soutenues par certains neutres, dont les Etats-Unis.

Tout au long du conflit, les journaux lyonnais cherchent à s'attirer les bonnes grâces des Américains. C'est donc un automatisme pour les rédacteurs des quotidiens de mettre en avant les signes d'un possible futur accord avec les Etats-Unis. Ceci peut être fait par des discours rapportés allant en la faveur des Alliés mais encore plus discrètement des choix faits par les journalistes pour les articles étrangers publiés dans leurs colonnes. *Le Salut Public*, dans son édition du 26

septembre, rapporte un article publié dans le *New York Herald*, qui retransmet des propos tenus dans le quotidien anglais *Daily Mail*. Le *Daily Mail* explique ainsi que « l'on se moque de l'Europe », et qu'il est temps pour l'Angleterre de cesser « toute relation diplomatique avec la Grèce officielle ». Les ennemis ne cessent de comploter en tenant « de mystérieux complots nocturnes ». On rappelle ainsi que l'ennemi n'est pas brave mais fourbe, qu'il ne cesse de conspirer, et que cela n'est « pas un complot pour rire ». Les Français et Anglais sont stratégiquement bien positionnés dans un pays à risque où les Allemands ont des amis.

Jusqu'à mi-octobre, les événements grecs, bien que présents dans les colonnes des journaux français, n'occupent pas la première place en Une. Ils sont souvent présents dans la première page des journaux, tout en occupant un espace limité. Le 12 octobre pourtant, le titre du *Progrès* qui s'étend sur deux colonnes annonce « Les événements en Grèce ». (*Voir annexe n.2*)

Les manchettes exceptionnelles, interdites depuis le début de la guerre, laissent place au titre étendu sur deux colonnes maximum. Ici donc, les événements en Grèce font la Une du *Progrès* avec l'arrivée de Vénizélos à Salonique. Cette arrivée réussite est décrite par les journaux lyonnais avec optimisme. Le journal, en quête constante d'informations, reprend un article de l'*Echo de Paris* pour décrire avec précision la venue de Vénizélos dans la ville. Ainsi, la foule porta M. Vénizélos « en triomphe ». « De toutes les fenêtres on jetait des fleurs » tandis qu'un avion français « décrivait au-dessus du cortège des courbes gracieuses ». Pour *Le Salut Public* daté du 10 octobre, « les préparatifs de réception sont faits fiévreusement par la ville en fête ».

En décembre 1916, les journaux lyonnais suivent de près l'affrontement qui oppose les soldats grecs et les marins français à Athènes. L'intérêt est porté sur l'évolution de la situation dans la ville même si l'on peut voir que la presse reste peu informée des événements. Malgré ce manque d'informations, les journaux vont consacrer de longs articles à ce qu'il se passe en Grèce. Le 1^{er} décembre, *Le Salut Public*, dans un article intitulé « En Grèce, la situation », expose le déroulement des faits de manière très évasive, « on dit que », la patrouille grecque a été « augmentée » [...] « à ce qu'il paraît », le discours reste dans l'imprécision

malgré le télégraphe en provenance d'Athènes, au centre même des conflits. Tout reste dans la supposition mais on tient quand même à informer le public. Dans un autre article du même journal intitulé « La garnison d'Athènes », on explique que « d'après des nouvelles parvenues de Grèce aux journaux italiens, les troupes de la garnison d'Athènes se retireraient avec leur matériel et des vivres ». L'emploi du conditionnel confirme le peu d'informations recueillies par le journal.

Le samedi 2 décembre, *Le Progrès* annonce l'arrivée de 100 marins français à Athènes. Ce même journal annonce le lendemain qu'une troupe alliée de 1500 hommes vient de débarquer au Pirée. L'invasion se fait progressivement et le journal explique même que « d'autres transports sont imminents ». La tension monte d'un cran, ce que confirme le titre d'un autre article daté du même jour et du même journal, « Effervescence à Athènes ». La violation de la neutralité de la Grèce par les Alliés n'est ainsi jamais clairement avouée par les journaux lyonnais. On se justifie d'autant plus en expliquant que l'armée française intervient malgré elle en Grèce. Ainsi, dans un autre article du *Progrès* du 3 décembre, le gouvernement officiel « nous oblige pour ainsi dire à notre corps défendant à prendre des décisions énergiques ». Vénizélos est dépeint comme un héros prêt à tout pour sauver son pays grâce à un « travail tenace et fructueux ».

Le 4 décembre, les événements s'accroissent et s'aggravent. Le lundi 4 décembre *Le Progrès* titre « Graves événements en Grèce. Le guet-apens d'Athènes. L'entente exige des réparations ».

Le Salut Public rapporte le discours prononcé par le gouvernement provisoire et signé par M. Vénizélos :

Le gouvernement provisoire, indigné de l'attentat commis à Athènes par les troupes royales, contre les détachements des forces alliées, adresse aux puissances protectrices et amies de la nation hellénique, l'expression émue de sa sympathie, et dénonce comme seul coupable de l'agression, le gouvernement d'Athènes, qui, ne représentant de son propre aveu, que la volonté royale, ne saurait nullement engager la responsabilité du peuple grec,

dont la liberté d'action, voire de pensée, est momentanément tenue en échec par un odieux régime de violence et de terreur.

Malgré le peu d'informations obtenues par les journaux lyonnais, ceux-ci consacrent une grande place dans leurs colonnes à ce qu'ils nomment le « guet-apens d'Athènes ».

Les quotidiens lyonnais demandent réparation, la France se bat pour sa réputation que l'ennemi a voulu atteindre. « Les alliés doivent à leurs morts et aux vénizélistes, à qui ils promirent leur protection, de prendre des mesures rapides » écrit *Le Salut Public* du 9 décembre. Il faut venger les vénizélistes, les alliés de la France qui subissent « toute sortes d'outrages », avec « des femmes qui ont été arrêtées et maltraitées ». Ces phrases jouent sur les sentiments et l'émotion des lecteurs, on cherche à faire naître chez le citoyen le sentiment de vengeance suffisant qui justifie ainsi les ripostes de l'Entente à l'égard des bourreaux. Un autre titre du même journal annonce « Le complot des traîtres ». Un article du *Times* rapporté par *Le Salut Public* du 9 décembre décrit ainsi que tout le pays grec était au courant de l'attaque proférée contre les marins français. Ainsi « le complot militariste grec était soigneusement organisé dans toute la Grèce ». Des télégrammes « devaient être envoyés d'Athènes pour donner le signal. [...] La date des massacres était fixée partout pour le 1^{er} décembre, ce qui prouve que les évènements d'Athènes n'ont pas été provoqués par le débarquement des Alliés ». On ne parle pas d'un combat à armes égales mais d'un massacre orchestré par des traîtres et des lâches. On prouve ainsi que les évènements d'Athènes ont été scrupuleusement orchestrés par l'ennemi et qu'aucune indulgence ne pourra lui être accordée. Ce n'est pas le débarquement des Alliés qui a provoqué cette attaque, cette dernière avait déjà été élaborée avant leur arrivée.

Dans les jours qui suivent, les journaux vont faire un effort particulier pour rapporter les méfaits commis par le gouvernement grec à l'encontre des vénizélistes. « Si le massacre des vénizélistes a cessé à Athènes, le gouvernement continue à emprisonner les derniers libéraux sous de fallacieux prétextes. Les personnes qui sont arrêtées sont toujours traînées par les rues, attachées, et sont

insultées par les bandits royalistes », peut-on lire dans les lignes du *Salut Public* du 9 décembre.

Le débarquement des Alliés à Salonique, le nombre d'effectifs débarqués, et l'action de l'armée d'Orient constituent les thèmes principaux de la censure militaire. Pendant plusieurs mois, cette censure surveilla strictement les informations portant sur l'insuffisance numérique du corps expéditionnaire, qui pourrait permettre aux Allemands d'intimider les neutres.

Une multitude d'informations censurées avaient pour thème la politique de l'Entente en Grèce, les relations entre la France et la Grèce et leurs pourparlers diplomatiques. Marcel Berger et Paul Allard, censeurs eux-mêmes durant la Grande Guerre, racontent dans leur livre : « Et la Grèce ! C'est ce petit peuple qui, d'un bout à l'autre de la guerre, "empoisonnera" le plus la Censure ». ⁷⁰

Trois catégories d'informations politiques ont été visées par la censure, les attaques ou les menaces contre le roi et les gouvernants grecs, les informations sur l'attitude autoritaire des Alliés en Grèce, et les renseignements sur les échecs de la politique alliée dans les Balkans, ainsi que toute prévision pessimiste concernant l'avenir des relations de l'Entente avec la Grèce.

La bataille de Verdun : enjeu de la propagande étatique

Débutée le 21 février 1916, la Bataille de Verdun est aujourd'hui considérée par beaucoup comme la dernière grande victoire de l'armée française. La mémoire nationale a fait de Verdun une bataille sensationnelle et une victoire épique. Verdun a inspiré une abondante littérature, des livres et des pamphlets sont apparus, et ce même avant la fin des combats

La bataille commence le lundi 21 février. Retentissent à 7h du matin 1200 coups de canon allemands sur les positions françaises à Verdun et dans ses environs. ⁷¹

Les bombardements redoublèrent au fil des heures et près d'un million d'obus sont tirés

⁷⁰Marcel Berger et Paul Allard, *Les Secrets de la censure pendant la Guerre*, Paris, Éditions des Portiques, 1932, 35-36.

⁷¹ Paul Jankowski, *Verdun*, Gallimard, 2013, p.15.

pour ce premier jour d'affrontements.

Au commencement des combats, la presse allemande démontre à son lectorat que Verdun est la propriété de l'Allemagne, qui est une ville libre d'Empire rattachée au Saint Empire romain germanique et qui a appartenu aux Allemands avant que les Français s'en emparent au XVI^e siècle, un rattachement entériné par un traité un siècle plus tard. Verdun devient un lieu fantasmé d'une revanche de l'histoire pour l'ennemi, on veut reprendre son bien et on justifie l'invasion et les combats. Pourtant cette donnée n'est présente ni dans l'esprit de Joffre, commandant en chef des opérations, ni dans celui de Falkenhayn, commandant en chef de l'armée allemande et concepteur de l'offensive de Verdun. Aucun des deux n'a conscience aux premiers instants du conflit de la place de Verdun comme haut lieu de mémoire nationale.

Verdun est reconnue et convoitée pour sa place stratégique. « Verdun est le gond de la porte qui roule et qui s'ouvre tantôt sur la France, tantôt sur l'Allemagne ». ⁷²

Deux forts sont principalement convoités, celui de Douaumont et celui de Souville, tous deux à 388 mètres d'altitude.

Il se trouve à Verdun sept divisions françaises plus une en réserve ainsi que deux brigades territoriales, un bloc qui fait face à la V^e armée allemande.

Le 21 février au soir, les Allemands percent la première ligne française, ce qui sonne le début des affrontements.

Quelques jours avant le début de la bataille de Verdun, le communiqué officiel émanant du gouvernement à 15 heures le 18 février et retranscrit par *Le Progrès* annonce « nuit calme sur l'ensemble du front ». Les Russes viennent de prendre Erzeroum, les Alliés semblent alors maîtriser chaque position. Cela fait presque 570 jours que la guerre a commencé. Le 20 février, *Le Progrès* titre « Tableau de la défaite turque à Erzeroum », on retrace encore la victoire russe et les détails qui l'ont permise. (Voir annexe n.3)

Le communiqué officiel de 15 heures du 21 février retranscrit dans l'édition du *Progrès* du 22 annonce : « faible action des deux artilleries sur l'ensemble du front, sauf au nord de Verdun, où elles ont eu une certaine activité ». Ainsi le début de la Bataille

⁷² Louis Gillet, *La bataille de Verdun*, éditions Lavoisier, 2013, p.16.

est décrit par les autorités comme une « certaine activité ». La description approximative reste très éloignée et peu favorable aux détails. Le 23 février *Le Progrès* nous fait état d'une « continuation de l'activité d'artillerie dans la région de Verdun ». *Le Salut Public* du 24 février publie le communiqué officiel du jour de 15 heures où il est écrit :

Dans la région au nord de Verdun, la lutte a continué toute la nuit avec la même intensité, depuis la rive droite de la Meuse jusqu'au sud d'Ornes. Etant donné la violence du bombardement de la position avancée de Brabant-sur-Meuse, nos troupes ont évacué ce village, à la faveur de la nuit...

En faisant l'analyse de ces quelques lignes, il est intéressant de constater un discours peu détaillé et très lisse. Ainsi la lutte continue avec intensité, voilà ce qu'on apprend des combats. Les troupes françaises, devant la violence du bombardement, emploi significatif du singulier ici, reculent. Le jour suivant, le communiqué reste tout aussi évasif « la canonnade a continué avec moins de violence dans la région au nord de Verdun ». Il faut pourtant faire avec ces informations car elles sont les seules retransmises aux citoyens, sous le contrôle du gouvernement qui les remet aux journaux.

On prend quand même conscience à travers ces brèves lignes de la violence croissante des combats, comme le suggère le communiqué officiel du 26 février « dans la région de Douaumont, les combats en cours ont revêtu un caractère d'acharnement particulier. »

Les premières informations sur le déroulement du combat arrivent d'Angleterre. Un article du Daily Mail est ainsi retranscrit dans l'édition du 26 février du *Salut Public* qui donne pour titre à cet article « L'attaque de Verdun ». On fait le point sur les affrontements engagés depuis 5 jours. Les Allemands qui ont attaqué les Français et repoussé leurs lignes n'ont pas réussi, selon le journal anglais, à s'ouvrir « une brèche à travers les lignes françaises [...] » malgré « un effort suprême ». On ne fait pas état des pertes subies dans le camp français mais on tient à rappeler que chez l'ennemi, beaucoup d'hommes sont tombés au combat « D'après des informations reçues hier, les pertes allemandes ont été les plus importantes enregistrées depuis le commencement de la guerre ». On ne donne pas d'informations sur l'origine de ce renseignement. Mais pour prouver l'honnêteté de ces quelques lignes, on retransmet le témoignage d'un

chirurgien de l'armée revenu de Verdun. Il « dit qu'il vit, mardi dernier, toute une brigade allemande en formation serrée, annihilée en un instant par l'artillerie française ». On redouble de sincérité en convoquant un deuxième témoignage d'un témoin qui « affirme que, sur le front, entre Haumont et Beaumont, il vit l'ennemi prononcer huit attaques successives. Chaque fois les 75 et les mitrailleuses les fauchaient ». Les attaques françaises ont fait de rares survivants. Il est intéressant de voir qu'un des premiers articles retraçant les combats de Verdun provient d'Angleterre. Ceci pourrait se justifier par le manque d'informations apportées aux journalistes français par l'Etat et par le peu d'entre eux présents sur les lieux de conflits. Cet article au final n'apporte pas de renseignements sur la situation d'ensemble, mais fait de deux cas isolés des motifs d'espérance. Les victoires, aussi infimes soient elles, sont présentes et malgré la présence des Allemands sur le territoire français et leur vive offensive à Verdun, la situation reste encore maîtrisée par les troupes françaises.

Le Progrès est, des journaux lyonnais, celui qui utilisa durant le conflit le plus de photographies et de cartes pour témoigner de la situation au front. Ainsi pour Verdun, l'édition du 25 février comprend une carte avec comme titre « Les combats au Nord de Verdun » (*Voir annexe n.4*) avec les lignes occupées par les Français et les ennemis. De cette carte jaillissent des informations qui ne sont donc pas censurées par les autorités. C'est un moyen de divulguer certains renseignements là où les mots auraient pu être victime des ciseaux d'Anastasia.

S'en suit le communiqué officiel et un article de Léon Chavanon publié dans *l'Information*. On peut lire des détails et des explications parfois surprenantes sur la situation en cours à Verdun, où il est rapporté que « le haut commandement français n'est pas surpris par la manœuvre allemande. ». On avoue à demi-mot que les Allemands avancent dans le camp adverse, mais on explique également que cette situation est temporaire et qu'« il leur coûtera terriblement ». On voit donc que quand il est impossible de célébrer une victoire, on entretient l'espoir d'un futur triomphe. De plus, le journaliste convoque les citoyens à tenir bon et les poilus à ne pas lâcher devant l'ennemi :

Si nous avons fait, si nous faisons ce qu'il faut, nous constaterons dans quelques mois l'épuisement de nos adversaires, car le moment approche où ils devront laisser voir le plus grave défaut de leur cuirasse, qui est dans l'insuffisance de leurs effectifs.

Voici dans ce texte des éléments majeurs de propagande, l'emploi du nous pour convoquer directement le lectorat et le rendre plus sensible et plus impliqué aux propos. L'idée d'une Union, seule solution au conflit, est également réaffirmée ici et des stratégies sont mises en place pour éviter un déferlement de pessimisme.

Dans la soirée du 25 février, le fort de Douaumont est enlevé aux Français par les Allemands, un succès immense largement commenté par la presse allemande. Le fort devient ainsi le point central de la défense allemande sur la rive droite de la Meuse. Il est écrit dans *Le Salut Public* du 26 février « que dans la région de Douaumont, les combats ont revêtu un caractère d'acharnement particulier ».

Comme l'explique Olivier Forcade,⁷³ la bataille de Verdun est un exemple qui prouve la mise en place de la propagande pendant la guerre mais aussi toute la complexité de ce système. Ainsi, on assiste à une forte héroïsation des soldats de Verdun, que ce soit pour l'annonce de victoires ou de défaites. Dans *Le Progrès* du 28 février qui retrace l'attaque de Douaumont, on peut lire un article extrait du journal *Le Matin* qui reprend ce nouvel automatisme présent dans les quotidiens français et que les journaux lyonnais retransmettent à leur lectorat. Alors qu'une défaite vient de s'abattre sur les soldats français, on salue avant tout leur courage, leur détermination avant de pointer le doigt sur les dysfonctionnements de l'armée et les erreurs stratégiques. On joue encore une fois de plus sur les sentiments des lecteurs en rappelant que ce sont des maris des frères ou des enfants qui se sont engagés pour la France et pour la victoire. Ainsi dans cet article présent dans *Le Progrès*, on félicite les troupes françaises pour leur « impétuosité admirable ». Il est également étonnant de lire, alors que les Allemands occupent le fort, que celui-ci est « dépourvu d'intérêt, étant complètement détruit ». La défaite française se voit camouflée par d'autres événements « nos soldats ont pu, dans la journée, chasser l'ennemi des alentours du fort de Douaumont, où il s'était établi en masse ». On minimise l'importance stratégique du fort et de sa conquête par l'ennemi « Ce fort s'élève à l'extrémité d'une sorte de plateau qu'il domine à peine de quelques mètres ». Cet article est intéressant car il montre comment la propagande française tente de déjouer celle mise en place en Allemagne. Toutes les informations offertes par les journaux allemands vont être contredites « d'abord il fut question d'un fort qui, dans les journaux d'outre-Rhin, était qualifié cuirassé ». On conclut également

⁷³ Forcade Olivier, *De Verdun à Bagdad, information censure et propagande*, p.18.

avec ces lignes « Le bilan de la journée est, en tout cas, peu favorable pour l'ennemi ». Les journaux minimisent les défaites et dissimulent les pertes alliés. On va gommer l'horreur des combats et mentir sur les pertes ennemies. Verdun prouve que censure et propagande sont bien établies dans les journaux lyonnais et français pendant l'année 1916.

Le 16 juin, alors que se tient le premier comité secret de la Chambre des députés, les autorités entretiennent le mystère sur les pertes alliées.⁷⁴ Les pertes allemandes sont, elles, très largement surévaluées. Un article du *Salut Public* du 2 juin avec pour titre « Les hécatombes d'allemands » annonce que l'ennemi aurait perdu à Verdun près de 450 000 hommes selon « des sources absolument sûres ». Si l'on regarde les données disponibles aujourd'hui, les estimations annoncent que les Allemands auraient perdu à Verdun près de 140 000 hommes, et auraient eu 196 000 blessés entre février et décembre 1916. Cette estimation proposée en juin dépasse largement le nombre total de morts sur toute la durée de la bataille. Cet article du *Salut Public* est un exemple parmi d'autres qui contraint les autorités à censurer, le 20 juin 1916, les pertes allemandes données par la Maison de la presse, inférieures à ce que les Français croyaient et à ce que le haut commandement avait annoncé.⁷⁵ Le 24 juin, *Le Progrès*, dans un de ses articles, écrit que « les renseignements les plus sérieux permettent d'estimer que dans la bataille de Verdun les pertes allemandes sont par rapport aux pertes françaises dans la proportion de 2 à 1 ». Cet article démontre ainsi le bourrage de crâne fait par la presse française pendant la grande guerre avec des informations tronquées et inexacts. (*Voir annexe n.5*)

Par crainte d'un trop grand optimisme suite à de tels articles, une nouvelle propagande se met en place au fil du conflit, alors que la guerre s'enlise et que la fin des combats tant annoncée s'éloigne à grands pas. Les journaux semblent faire preuve de plus d'honnêteté maintenant que la réalité les rattrape et qu'il devient difficile, quelques mois après le début de la bataille de Verdun, de mentir encore sur les faits. Des articles reprenant les événements se développent et tente d'éclaircir la situation dans le but de calmer les espoirs du peuple qui seront forcément déçus.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Forcade Olivier, *De Verdun à Bagdad, op.cit*

Verdun apparait clairement comme une bataille entre deux propagandes où l'information ne cesse d'être manipulée par les autorités. Alors qu'on exagérait la dimension héroïque des soldats au début du conflit, les pertes subies et la durée des affrontements modifient la stratégie mise en place par le gouvernement et les journalistes. On va ainsi préparer les esprits à une guerre de longue durée, ce qui se fait par la propagande et par la censure des articles dans les journaux lyonnais. On montre que les périls ont été prévus par les autorités militaires en reformatant l'image du soldat français, qui voit s'abattre sur lui des défaites mais qui continue le combat.

Le communiqué officiel du 4 août de 15 heures publié dans les journaux lyonnais annonce « que les Allemands ont attaqué toute la nuit avec un acharnement extrême ». On fait état de la violence des combats. Les lignes écrites par les journaux ont un grand enjeu. Il faut éviter les réactions excessives, que celles-ci soient optimistes ou pessimistes. Des sous-titres comme celui-ci « nous enlevons d'assaut Fleury où les Allemands parviennent, au prix de pertes énormes, à reprendre pied, mais la lutte continue », prouvent la tension exercée par les journaux sur les sentiments des citoyens. Il ne faut ni espérer ni désespérer.

Tout au long de l'analyse des deux journaux lyonnais, il est intéressant de voir comment ces derniers justifient leur honnêteté. Des exemples sont aussi présents dans des articles relatifs aux événements produits à Verdun. *Le Progrès* du 5 août explique, dans son article intitulé « Mensonges allemands », que ces derniers inventent des données pour rassurer la population et qu'ils surévaluent les pertes anglaises. Cette stratégie est visible tout au long du conflit, est mise en avant la tromperie de l'ennemi envers son peuple, et au final quoi de plus normal pour un tel barbare peu enclin aux idées de liberté prônées par les grandes démocraties alliées.

Toutes les stratégies développées par les journaux semblent fonctionner car, comme le rappelle Olivier Forcade,⁷⁶ la population se résigne à cette information, du moins jusqu'en 1917. Mais ces mensonges, ce bourrage de crâne, entraîneront une chute des tirages dans le second semestre de 1917 où la rumeur sur les tromperies de la presse se développe dans en France.

⁷⁶ Forcade Olivier, *De Verdun à Bagdad*, *op.cit.*

L'attitude envers les pays neutres

Le comportement des journaux envers les pays neutres est basé sur une tâche délicate qui a son importance. On emploie une action psychologique envers les pays qui ne participent pas au conflit. Cette action est toujours intéressée et a une fin politique cruciale. On veut faire naître la bienveillance et amener le pays neutre dans son camp.⁷⁷ C'est cette tentative de séduction que va exercer la France sur les Etats-Unis, par exemple, à travers les journaux lus par un lectorat dense. L'Allemand devient ainsi l'ennemi des Etats-Unis. Le pays neutre partage les mêmes buts de guerre qu'un des deux camps engagé dans le conflit, il pourrait donc trouver satisfaction dans la victoire du camp avec lequel il partage les mêmes objectifs. Toute une argumentation se met petit à petit en place pour séduire le pays qui ne s'est pas encore engagé dans les combats.

On fait ainsi minutieusement attention à ne pas heurter les sentiments du neutre en question. On retransmet dans les journaux les contacts personnels entre les deux pays, les visites ou l'envoi de personnalités influentes.⁷⁸ On va multiplier les manifestations de courtoisie, tout en évitant une propagande criarde et absurde comme le précise Driencourt.⁷⁹ On essaie ainsi de diffuser le maximum d'informations objectives avec des commentaires placés sous le signe de la discrétion.

Les relations d'amitié entre les Etats-Unis et la France sont constamment décrites et dénoncées par les journaux lyonnais. On peut lire dans *Le Progrès* du 18 avril un article titré « Sympathies américaines pour les Alliés », où l'on nous explique qu'une adresse de sympathie destinée aux Alliés a été signée par plus de 500 signatures de personnages « les plus éminents des Etats-Unis ». Le journal décrit cette adresse comme « une remarquable profession de foi dans la juste cause des alliés et déclare que l'avenir de la civilisation dépend entièrement de la défaite de l'Allemagne ». On décrit ensuite les signataires, des membres faisant partie du corps politique américain, des sénateurs des gouverneurs d'Etat mais également des hommes d'église comme des évêques, des hommes de justice comme des juges et des intellectuels tels que des présidents

⁷⁷ Driencourt, *La propagande politique*, p.102, *op.cit.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid*, p.103.

d'Université et des professeurs. On démontre ainsi aux citoyens français que la guerre mérite d'être poursuivie jusqu'à la victoire, les valeurs engagées et défendues à travers ce conflit étant comprises et partagées outre-Atlantique. Des personnes d'influence partagent les mêmes valeurs et buts, comment peut-on alors douter du pourquoi de la guerre alors que d'autres citoyens croient en notre combat. Sans l'avouer, on cherche à renforcer le patriotisme des français, mais également à renforcer le lien qui unit les Alliés et les Etats-Unis. Un autre article extrait de ce même journal raconte les relations qu'ont les Etats-Unis avec l'Allemagne en ce qui concerne la guerre sous-marine et la destruction du sous-marin Sussex. Cet épisode de tension entre les Etats-Unis et l'Allemagne va être très largement suivi et retranscrit par *Le Salut Public* et *Le Progrès*.

Ainsi, le numéro du *Salut Public* en date du 18 avril 1916 décrit les crispations présentes entre les deux pays en ce qui concerne la guerre sous-marine et la demande expresse des américains aux Allemands pour la fin des hostilités maritimes. Les deux pays sont ainsi en pleine discussion et une réponse a été émise par les Etats-Unis suite à une note allemande. Cette réponse ne permet pourtant pas de dire qu'une solution est envisagée. Elle semble au contraire prouver qu'un possible accord semble s'éloigner au fur et à mesure des pourparlers.

Le Progrès du 21 avril annonce qu'une rupture diplomatique sera mise en place par les Etats-Unis à l'encontre de l'Allemagne si celle-ci ne renonce pas à la guerre sous-marine. Cela fait la Une du journal sur deux colonnes. (*Voir annexe n.6*)

Un autre des titres du journal fait état d'une « sensationnelle déclaration du président Wilson ». Cette possible rupture diplomatique va ainsi servir les intérêts de la France, elle mérite donc une place de choix en Une des journaux lyonnais. Les tensions grandissent entre les deux pays. Pour un impact émotionnel fort, et pour une impression de sincérité et d'honnêteté envers les lecteurs, *Le Progrès* du 21 avril fait le choix de retranscrire le discours prononcé par le président Wilson. Il reprend chronologiquement les faits et les erreurs et fautes commises par les Allemands. Ainsi ces derniers ont tué des centaines d'Américains en attaquant les paquebots transports des marchandises ou des grands transatlantiques avec de nombreux passagers à bord. Le président des Etats-Unis qualifie la guerre sous-marine d'inhumaine « telle qu'elle a été pratiquée les douze derniers mois par les commandants des sous-marins allemands. ». Ce discours éminent justifie ainsi la lutte acharnée des Alliés, c'est un argument de taille car il émane d'une entité qui n'est pas engagée dans le conflit, il arrive à point nommé à l'heure où la guerre se fait lasse et où les esprits remettent en cause cet atroce quotidien présent

depuis deux ans. Le journal retransmet la totalité du discours et des passages qui n'ont ainsi besoin d'aucun commentaire explicatif rédigé par l'un des rédacteurs.

Le président adopte ainsi à l'égard de l'Allemagne un ton empli de reproches, des reproches justifiés par des faits précis sensationnels :

Un dernier et des plus choquants exemples de cette manière de faire la guerre est la destruction du paquebot français Sussex qui doit être mise à part [...] qu'elle doit constituer un exemple vraiment terrible du caractère inhumain de la guerre sous-marine telle qu'elle a été pratiquée durant les derniers douze mois par les commandants des navires allemands. Si cet exemple était isolé, les explications, le désaveu du gouvernement allemand, la preuve d'une erreur criminelle, d'une désobéissance intentionnelle du commandant sous-marin qui a lancé la torpille pourraient être invoqués et acceptés, mais malheureusement cet exemple n'est pas isolé et les événements conduisent à cette inévitable conclusion que ce n'est qu'un exemple des plus attristants de l'esprit et de la manière que l'Allemagne a adoptés à tort et qui de prime abord expose son gouvernement à des reproches contre une méthode faisant fi de tous les droits des neutres pour arriver à son but.

Ainsi on prouve sa sympathie envers les Etats-Unis en approuvant sa réaction face aux hostilités maritimes allemandes et en reprenant les mêmes arguments dans divers articles. On peut lire dans *Le Salut Public* du 20 avril un article intitulé « Les droits de l'humanité » qui dénonce les actes commis par les Allemands en mer. Le discours se fait plus percutant, l'ennemi barbare détruisant tout sur son passage, avec une conduite « cruelle [...] sans remords ». On insiste sur les attaques continuelles des Allemands orchestrées envers les navires neutres dans le but précis d'interpeller ces derniers et de les attirer dans le camp de l'Entente. Le ton sensationnel choisit par le rédacteur convoque les sentiments les plus forts du lectorat. C'est une histoire tragique qui est dépeinte par le journaliste : « parfois, on octroya aux passagers le pauvre abri des canots avant que le navire fût envoyé au fond des mers. »

On se place du côté des Etats-Unis en reconnaissant comme justes leurs suppositions, ces derniers avaient raison et la France le reconnaît :

Ce que le gouvernement américain prévoyait devoir arriver est arrivé. Les tragédies se sont succédé d'une manière telle qu'une pareille façon de faire la guerre, si l'on

peut appeler cela faire la guerre, ne peut être continuée sans violation évidente des préceptes et des droits de l'humanité.

On convoque ainsi toute l'humanité dans le combat que la France mène, un combat qui défend des principes énoncés par un pays neutre.

Le Salut Public continue son édition du 20 avril avec des articles aux titres courts et percutants tels que « la guerre inhumaine ». Cet article évoque encore les dires du gouvernement américain et s'en sert pour barbariser un peu plus l'ennemi.

Le 24 avril, les tensions entre l'Allemagne et les Etats-Unis font encore la Une des deux journaux lyonnais. On dénonce les complots orchestrés par les Allemands.

La démoralisation de l'ennemi

Un autre objectif de la propagande dont il faut parler est la démoralisation de l'ennemi. Ici se met clairement en place une guerre psychologique. La mission est de répandre le défaitisme chez l'ennemi. Comme l'explique Driencourt dans son livre *La propagande politique*, on va prouver au camp adverse qu'il ne peut pas gagner la guerre et qu'il l'a déjà perdue à vrai dire.⁸⁰ On va démonter point par point le moral de la population ennemie en prouvant l'inefficacité de ses sacrifices, en ne cessant de comptabiliser ses pertes et en insistant sur l'importance des victoires de ses ennemis. On fait état des ravages répandus sur son territoire et sur les conditions désastreuses de vie. On va indiquer avec certitude que toutes ces terribles privations dues à la guerre sont inutiles et que l'on va poursuivre d'arrache-pied les combats. On fait état de la cohésion inébranlable qui existe dans le camp adverse, tout cela dans le but précis d'entraîner la division au sein de la population ennemie et de provoquer un soulèvement allant à l'encontre du pouvoir en place. On accuse le gouvernement ennemi de tous les maux, de mener à la ruine le pays. Cette propagande ne pourra réussir qu'en prouvant que l'on dit la vérité et que c'est l'ennemi qui est dans le mensonge et qui l'entretient depuis le commencement de la guerre en cachant à son peuple des informations capitales. Cette propagande est à double effet, à démoraliser l'ennemi comme il a été expliqué plus haut, mais également à renforcer la confiance du peuple envers le gouvernement et envers la

⁸⁰ Jean-Jacques Driencourt, *La propagande politique*, p.103, *op.cit.*

poursuite de la guerre, on rend légitime les motifs du conflit en démontrant notre supériorité par des faits indiscutables, par des chiffres ou des discours rapportés de soldats ou de témoins. On tente de répandre les journaux alliés, par le biais des pays neutres, dans les territoires ennemis par exemple.

On peut ainsi lire dans *Le Salut Public* du 24 avril des données chiffrées prouvant la crise alimentaire de l'Allemagne en calculant pour chaque personne la ration de pommes de terre quotidienne reçue. Cette information ne peut être remise en cause car elle semble exceptionnelle, inédite car elle provient d'une source sûre, « un des plus gros commerçants de Berlin ». Un autre article du *Salut Public* du 18 avril titre « Une crise économique en Allemagne », avec des données issues directement d'un journal allemand, *La Gazette populaire* de Leipzig où l'on nous explique que le gouvernement saxon transmet des données économiques et des renseignements politiques aux journaux et que celles qui ont été récoltées par le correspondant du *Salut Public* ne peuvent qu'être vraies car elles proviennent directement de l'Allemagne. Ainsi cette dernière s'attendrait à une pénurie de viande, et aurait diminué sa consommation de sucre. De nouvelles grandes difficultés sont à prévoir pour le ravitaillement en pommes de terre, la population ne doit pas s'attendre à des améliorations avant quelques semaines. Comme on l'a expliqué plus haut, offrir ces données aux français permet de faire prendre conscience à ces derniers qu'il existe une souffrance chez l'ennemi en laissant sous-entendre qu'il est au bord de l'implosion. Tout est ainsi commenté par la presse dans ce jeu psychologique qui se déroule.

Le 19 avril, *Le Salut Public* fait état de troubles produits dans la ville de Dusseldorf qui sont dus à la famine mais également « aux effroyables pertes subies ». Des désordres politiques sont également pointés du doigt par le journal dans un article intitulé « Socialistes expulsés », coupables « d'agitation pacifiste parmi la classe ouvrière ». Alors qu'on cherche à prouver oh combien la cohésion des alliés est inébranlable, voici des arguments qui renforcent le sentiment de supériorité de l'Entente. En face, chez l'ennemi, les socialistes sont expulsés, en France ils font partie intégrante du pouvoir.

Dans *Le Progrès* du 11 avril, on apprend ainsi les difficultés des acheteurs allemands pour trouver la marchandise demandée. En effet, l'acheteur « est tenu d'accepter certaines obligations s'il veut obtenir la marchandise qu'il désire [...] Alors

que chez nous, en France, le commis, avec le sourire professionnel, répète sans se lasser l'agaçant « Et avec ça, Madame ? » ». Ici on décrit presque un pays en dehors des réalités, où la guerre n'est pas visible et où l'on ne manque de rien.

Après la propagande des journaux lyonnais, analysons leur censure.

SUBIR LA CENSURE EN 1916

La censure de la presse est, en 1916, toujours actuelle. La censure politique est au cœur d'une pratique gouvernementale et la censure militaire est au cœur de l'armée. Les sous-préfets ont transmis directement aux directeurs des journaux, convoqués à la mi-août 1914, les circulaires des ministres de la Guerre et de l'Intérieur sur l'application des lois mises en place pour le contrôle de la presse. Cette censure, vue comme nécessaire, a été largement acceptée, même si épisodiquement sont survenus des désaccords entre les directeurs des journaux et les autorités. Au début du conflit, on a justifié la naissance de la censure par l'urgence de l'entrée en guerre de la France. En 1914, les journaux sont passés de 4 à 2 pages et ont subi des blancs de censure. Ils n'ont aussi plus le droit d'être crié sur la voie publique et ne peuvent porter des manchettes exceptionnelles, des titres étendus sur 4 colonnes. Tout ceci reste en vigueur en 1916.

Un courrier des archives départementales du Rhône datant du 22 octobre 1916, provenant de la Direction générale des relations avec la presse rappelle ainsi les interdictions faites par les autorités locales et les dysfonctionnements entre les différentes commissions de censure. Le système de censure, en 1916, essaie d'être rationalisé. Ainsi les commissions de censure, si elles désirent supprimer un article autorisé déjà dans un autre journal ou une autre ville, devront transmettre cet article à la Direction générale des relations avec la presse qui leur donne toutes les instructions possibles. Ceci est mis en place suite aux plaintes formulées par les directeurs des journaux. (*Voir annexe n.7*). Alors que des manifestations pacifistes commencent à voir le jour en 1916, le gouvernement, qui s'en inquiète, donne des directives au préfet. Dans un télégramme daté du 12 octobre 1916⁸¹ en provenance du ministère de l'Intérieur et à destination des préfets de France et d'Algérie, il est écrit :

⁸¹ ADR, série m, sous-série 1m151

Le gouvernement remarque un relâchement dans la vigilance et l'action des commissions de censure, surtout à l'égard de certains journaux qui poursuivent des campagnes pacifistes. Le Ministre de la Guerre a adressé, à ce sujet, des instructions aux commandants de régions, mais l'examen des questions non exclusivement militaires étant surtout de la compétence des membres civils des commissions de contrôle, je vous invite à vous concerter avec les autorités militaires qui ont la charge et la responsabilité des services de la censure en vue de renforcer les éléments civils de ces commissions. D'autre part, vous voudrez bien recommander à tous vos représentants dans ces commissions de veiller plus que jamais à l'application des ordres donnés, surtout en ce qui concerne les campagnes à tendance pacifiste et les attaques contre la République qui doivent être énergiquement interdites.

(Voir annexe n.8)

Les autorités, tout au long du conflit, vont justifier la restriction de la liberté de la presse par la nécessité de ne pas divulguer à l'ennemi des informations capitales et de ne pas reproduire les erreurs du passé. Le général Ebener rappelle dans un courrier⁸² que les Allemands essaient, par l'intermédiaire de correspondants placés en pays neutres, de se procurer les journaux français de province afin d'en tirer des indications qui, une fois toutes regroupées, leur fournissent des renseignements utiles. Lyon, proche de la Suisse, est tout particulièrement visé par ces tentatives. Le contrôle des journaux lyonnais doit donc être renforcé, et cette mission est rappelée dans ce document au préfet de la 14^e région et au préfet de l'Ain entre autres. (Voir annexe n.9)

L'analyse effectuée sur les deux journaux lyonnais montre encore la mainmise d'Anastasia sur leurs contenus. *Le Salut Public*, en 1916, voit 10 de ses éditions censurées, ce qui n'est rien face aux 68 éditions censurées du *Progrès*. (Voir annexe n.10)

Comme le dit Joffre dans un courrier rédigé en 1915, il faut faire l'éducation de la presse. Cette mission que l'Etat s'est donnée perdue en 1916. Le record de 11 éditions censurées en un mois pour *Le Progrès* en novembre 1914 n'est pas battu, mais en janvier 1916 on s'approche de cette performance avec 10 éditions censurées. *Le Progrès* tire plus de journaux que *Le Salut Public* et a donc plus de lecteurs, mais *Le Salut*

⁸² ADR, série m, sous-série 1m151, 2 novembre 1916.

Public exerce une influence non négligeable sur les lyonnais car c'est un journal du soir, qui permet d'avoir de nouvelles informations en fin de journées

En 1916, alors que *Le Salut Public* est publié sur deux pages, *Le Progrès* lui paraît sur quatre pages. Les moyens des deux journaux sont totalement différents, et alors que le papier devient rare et cher, *Le Progrès* continue à être imprimé sur quatre pages. En effet en 1916, les stocks de papier s'épuisent, le charbon vient à manquer et on s'inquiète d'une possible pénurie.

Dans un télégramme daté du 14 octobre,⁸³ le Ministre de l'Intérieur demande aux préfets de France de lui indiquer les répercussions de la crise du papier sur les journaux de leur département et sur les attentes et les problèmes que rencontre la presse locale. Suite à ce courrier, le préfet du Rhône, M. Victor Rault, adresse une réponse au Ministre de l'Intérieur expédiée le 18 octobre⁸⁴, en lui affirmant que tous les organes de presse du Rhône ont des stocks de papier suffisants ou des marchés échelonnés qui leur permettent de vivre sans aucune inquiétude. Le préfet indique également que le Rhône ne subit pas une crise de quantité mais une crise de prix qui « grève lourdement les frais généraux de tous les journaux ». On trouve également dans ce courrier des données chiffrées qui permettent d'entrevoir les difficultés financières des journaux en temps de guerre :

Vous savez que le quintal de papier, qui oscillait de 26 Fr à 30 Fr avant la guerre, atteint aujourd'hui, -ici du moins- de 60 Fr à 80 Fr et il est hors de doute que si les grands quotidiens peuvent supporter cette aggravation de charges, les journaux à tirage restreint n'ont pas la possibilité de passer des marchés avantageux et que, par suite, leur situation financière devient très difficile.

Le préfet rappelle aussi qu'aucun des journaux lyonnais ne souhaite voir sa pagination diminuer.

Il explique également que des journaux comme *Le Progrès*, le *Lyon Républicain*, ou *Le Nouvelliste* qui ont l'hiver un tirage maximum respectif de 250 000, 150 000 et 140 000 environ, sont nettement hostiles à la diminution de leurs éditions alors que des journaux quotidiens à tirage faible comme *La Dépêche* avec 30 000 tirages ou

⁸³ ADR, série M, sous-série 1M151.

⁸⁴ ADR, série M, sous-série 1M151

L'Express avec 10 000 accepteraient le tirage sur deux pages mais si, seulement, une entente générale pouvait intervenir, car aucun d'eux ne saurait prendre, évidemment, une responsabilité isolée qui pourrait devenir dangereuse pour son existence même. Tous les journaux lyonnais sont cependant d'accord sur le fait que le gouvernement doit favoriser l'approvisionnement en charbon français des fabricants de papiers et le désencombrement des ports français.

En novembre 1916, un télégramme du directeur du *Progrès*, Léon Delaroche,⁸⁵ adressé au préfet du Rhône rappelle l'inquiétude des grands journaux à voir leurs éditions passer de 4 à 2 feuilles, un projet que le gouvernement veut mettre en place.

Léon Delaroche écrit :

Je m'associe sans réserve aux déclarations faites hier par nos confrères et par vous particulièrement. Dans le cas où l'opinion unanimement exprimée par la Presse lyonnais en faveur du maintien de la situation actuelle ne serait pas prise en considération, je mets comme condition expresse à l'acceptation de la réduction, que cet engagement ne sera pris que pour une durée déterminée, trois mois par exemple. Je compte sur vous pour transmettre cette réponse. Par lettre adressée directement, j'ai dès hier attiré l'attention sur ce point que j'estime très important.

Les problématiques vécues par les journaux lyonnais en 1916 permettent au gouvernement de renforcer son contrôle. Dans un de ses articles ⁸⁶ (*voir annexe n.11*), le journaliste Charles Humbert du *Progrès* explique à ses lecteurs pourquoi il ne veut pas voir les éditions de son quotidien chuter à deux pages. Il écrit qu'il est convaincu « que le Parlement se refuserait à porter une atteinte aussi grave aux principes fondamentaux de la liberté de la presse et de la liberté de l'industrie, qui, depuis la Révolution, régissent notre droit public ». Ces quelques lignes démontrent clairement que la nouvelle réglementation prochainement mise en place par le gouvernement sur la diminution du nombre de pages des journaux porte directement atteinte à la liberté d'expression, tout comme la censure décidée au commencement de la guerre. Mais le 19 novembre,⁸⁷ un télégramme du Ministre de l'Intérieur annonce que le gouvernement a

⁸⁵ ADR, série M, sous-série 1M151, 23 novembre 1916.

⁸⁶ ADR, série M, sous-série 1m151.

⁸⁷ ADR, série M, sous-série 1M151

déposé un projet de loi décidant que les journaux quotidiens ne devront paraître que sur deux pages deux fois par semaine. Et voici la réponse faite, via le préfet du Rhône, par la presse lyonnaise au Ministre de l'Intérieur :

La presse lyonnaise préférerait le maintien de la situation actuelle ; elle estime qu'au point de vue de son action morale, comme au point de vue du développement industriel et commercial, le tirage à quatre pages devrait être maintenu. Elle accepterait, toutefois, la mesure proposée à la condition expresse que l'accord soit unanime : que toute la presse de la région ainsi que la presse parisienne et départementale prennent l'engagement formel de s'y conformer.⁸⁸

Le directeur du *Progrès*, le premier journal lyonnais qui tire quotidiennement 250 000 exemplaires, est particulièrement hostile à cette nouvelle réglementation et annonce qu'il accepte la réduction de ses pages pour une période de trois mois. Le mois de novembre 1916 a vu se mettre en place un nouveau type de censure, celle qui touche le format des journaux, tout comme l'interdiction des manchettes exceptionnelles. La guerre rend la survie des modestes journaux délicate et beaucoup de feuilles vont disparaître. Pour le gouvernement, moins de pages est égal à moins de contrôle et des possibilités de fuites d'informations jugées dangereuses pour l'opinion qui diminuent.

En 1916, la guerre continue et lasse les hommes. Des mouvements pacifistes se développent, des désertions dans l'armée sont présentes. Des informations que le gouvernement tente de cacher à l'opinion publique par l'organisation accrue de la censure. Durant toute l'année, des suppressions d'articles et des blancs de censure sont visibles. Comme il a été dit plus haut, 68 éditions du *Progrès* ont été censurées en 1916, contre 10 pour *Le Salut Public*. *Le Progrès* subit son succès, premier journal lyonnais il semble être plus soumis aux coups de ciseaux que le plus modeste *Salut Public*.

Même si, par nécessité, les journaux se sont contraints à respecter les normes de censure et de propagande, des articles parfois revendicatifs ou acerbes face à cette oppression étatique dépeignent la pesanteur de ce contrôle et parfois une certaine lassitude. Dans l'édition du *Progrès* du 23 février 1916, est dénoncée, sous une certaine ironie, la censure. On peut lire ces quelques mots « la colonne et demie supprimée n'a

⁸⁸ ADR, série M, sous-série 1M151, 23 novembre 1916.

servi qu'à mettre en relief une superbe citation de Bossuet et à montrer que la liberté de la plume n'existait pas à notre époque ». Le jour d'après, *Le Progrès* subit une censure en Une, qui s'étend sur deux colonnes et qui semble avoir supprimé son article de fonds. (Voir Annexe n.12). *Le Salut Public* du 12 décembre subit également la censure avec la suppression de la totalité d'un de ses articles paru en Une et le 14 décembre il se permet, en quelques lignes, de montrer son mécontentement face aux suppressions qui sont parfois injustifiées.

On peut lire dans cette édition ce qui suit :

La censure politique, dont un de nos confrères a pu écrire hier qu'elle n'est pas seulement une illégalité, mais un scandale, nous autorise enfin à publier une partie de l'article supprimé avant-hier à cette place. Nous nous inclinons forcément devant ce qui subsiste de l'interdiction. Mais nous protestons de la modération avec laquelle les lignes supprimées étaient écrites, de l'esprit patriotique qui les animait, de la vérité nécessaire dont elles étaient l'expression.

La mise en page de la censure évolue en 1916. En 1914, les gros passages supprimés laissent des gros blancs sur la page. Deux ans plus tard, plusieurs options sont visibles. On peut, comme le fait *Le Progrès* ou *Le Salut Public*, écrire clairement une note stipulant qu'à cet endroit un passage a été censuré, en ajoutant quelques fois le nombre exacts de lignes effacées (voir annexe n.13). On peut aussi faire le choix de laisser le blanc de censure, qui saute aux yeux des lecteurs et qui diffuse un fort message, celui d'une liberté de la presse bafouée par l'Etat. Ces blancs de censure dégagent ainsi une image néfaste des autorités.

La censure a subi tout au long de la guerre des modifications. En 1916, des décrets et des lois la veulent plus rationnelle et plus centralisée. Au final, elle est parvenue malgré tout à limiter l'information dans l'espace et le temps et la propagande pourra affirmer par la suite que grâce à elle la nation est restée soudée.

CONCLUSION

Comme ce travail le prouve, en 1916, la censure et la propagande restent encore présentes dans les lignes des journaux lyonnais. Les informations sont contrôlées et les instances qui exercent ce contrôle sont rationalisées et centralisées par le gouvernement Briand. *Le Progrès* et *Le Salut Public* subissent de nombreuses restrictions, modifications par la suppression totale ou partielle d'articles. Il faut ajouter à ces blancs de censure l'obligation pour la presse de publier des informations sélectionnées par le gouvernement, des informations qui proviennent directement du Ministère de la Guerre ou de l'Intérieur.

Cette étude sur le fonctionnement de la censure et de la propagande dans les journaux lyonnais pendant la Première Guerre mondiale permet de comprendre comment s'organise le contrôle de la presse dans le contexte particulier qu'est la poursuite d'un conflit mondial. L'instauration de la censure entraînée par l'Etat de siège du pays perdure en 1916 et s'organise durant cette année avec l'apparition de nouveaux organismes de contrôle comme la Maison de la Presse. Cette censure, ajoutée à la propagande, transforment le contenu des deux journaux lyonnais analysés.

Cette analyse m'a été rendue possible par la conservation délicate et ordonnée des archives départementales du Rhône ainsi que celle de la Bibliothèque Municipale de Lyon. Cette dernière, dans un souci de conservation, ne m'a pas autorisé l'accès au *Nouvelliste* de 1916, ce dernier n'étant pas encore disponible sur microfilm, je n'ai donc pu le consulter.

Cette étude, combinée à mon précédent mémoire, dépeint, grâce à des informations inédites recherchées dans les archives départementales du Rhône et les journaux lyonnais, l'évolution de la censure des journaux lyonnais de la fin de l'année 1914 à 1916. Ces deux analyses apportent des éléments de réponse sur la longévité du contrôle étatique durant la Grande Guerre exercé sur le plus grand média de l'époque, la presse et plus particulièrement les quotidiens d'information à grand ou moyen tirage.

Le choix porté sur les deux journaux lyonnais que sont *Le Progrès* et *Le Salut Public* se justifie par l'influence qu'ils exercent sur la population lyonnaise. *Le Progrès* est le plus grand journal de la ville si l'on se réfère au nombre de tirages journaliers. Mais *Le Salut Public*, seul journal du soir, exerce une emprise sur la population par l'arrivée à chaud des dernières nouvelles.

Cette analyse suscite également divers questionnements dont un pouvant entraîner une nouvelle étude. Comment les journaux exploitent et relatent dans leurs colonnes les divers évènements produits en 1917 ? Comment le gouvernement contrôle les nouvelles désastreuses de l'année ? Le déficit public de la France, les mutineries de l'armée russe, les désertions de soldats français, la rupture de l'Union Sacrée, l'échec de l'offensive Nivelle au chemin des Dames ? Comment s'exercent encore la censure et la propagande face à une opinion publique de plus en plus hésitante et de moins en moins convaincue par l'éminente victoire de ses troupes ?

SOURCES

Archives départementales du Rhône (A.D.R)

Section contemporaine : 57 rue Servient, 69 003 Lyon.

1 M : administration générale du département

1 M 141-160 : guerre de 1914-1918.

1 M 141-1 M 142, 1 M 143, 1 M 151 : Préfecture du Rhône - Cabinet du préfet.
Événements politiques.

4 M : Police

4 M 453 : Préfecture du Rhône - Administration de la Sûreté. Surveillance de la presse.

Bibliothèques Municipales de Lyon (B.M.L)

30 boulevard Vivier Merle.

Consultation sur demande, microfilms :

Le Progrès, 1916

Le Salut Public, 1916

BIBLIOGRAPHIE

Sur la Première Guerre mondiale

AGULHON (Maurice), *La France de 1914 à 1940*, Paris, Nathan, 1993, 299 pages.

BECKER (Jean-Jacques), *La Grande Guerre*, Que Sais-Je 326, Paris, PUF, 2004, 127 pages.

FROMKIN (David), *Le dernier été de l'Europe. Qui a provoqué la Première Guerre Mondiale ?*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2004, 390 pages.

Discours et les mémoires des hommes politiques

BARRES (Maurice), *Chronique de la Grande Guerre (Tome 9 et Tome 10)*, Paris, Plon, 1931, 747 pages.

BECKER (Jean-Jacques), *Articles et discours de guerre (1914-1918) Georges Clemenceau*, Paris, Pierre de Taillac, 2012, 351 pages.

POINCARÉ (Raymond), *Au service de la France*, Paris, Plon, 1928, t.5, 543 pages.

Le quotidien des civils et les combattants

BECKER (Jean-Jacques), *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Laffont, 1980, 317 pages.

BECKER (Jean-Jacques) *Guerre, opinion publique et diplomatie, dans Opinion publique et politique extérieure en Europe. II. 1915-1940. Actes du Colloque de Rome (16-20 février 1981) Rome : École Française de Rome, 1984. pp. 243-247.*

CAZALS (Rémy) et ROUSSEAU (Frédéric), *14-18, le cri d'une génération*, Toulouse, Privat, 2001, 160 pages.

DUROSELLE (Jean-Baptiste), *La Grande Guerre des Français. 1914-1918*, Paris, Perrin, 2002, 255 p.

JEANNENEY (Marcel), *L'opinion publique en France pendant la Première Guerre mondiale*, dans *Opinion publique et politique extérieure en Europe. II. 1915-1940. Actes du Colloque de Rome (16-20 février 1981) Rome : Ecole Française de Rome, 1984. pp. 209-227.*

PEGUY (Charles), *L'argent*, Paris, Gallimard, 1913, 100 p.

ROUSSEAU (Frédéric), *La guerre censurée, histoire des combattants européens de 14-18*, Le Seuil, Paris, 1999, 462 pages.

Verdun

FORCADE (Olivier), *De Verdun à Bagdad, information censure et propagande*, dans mensuel n°280, octobre 2003, page 20.

GILLET (Louis), *La bataille de Verdun*, Paris, éditions Laville, 2013, 195 p.

JANKOWSKI (Paul), *Verdun*, Paris, Gallimard, 2013, 336 p.

La Grèce

LEMONIDOU (Elli), *Entre information et propagande : la Grèce dans la presse britannique et française pendant la Première Guerre mondiale*, Lisa Revue.org, n.3, 2006, p. 17-28.

La presse française

ALBERT (Pierre), *Histoire de la presse*, QSJ, Paris, PUF, 2008, 127 p.

AMAURY (Françoise), *Histoire du plus grand quotidien de la IIIe République : Le Petit Parisien 1876-1944*, Paris, PUF, 1972, 2 tomes, 1352 pages.

BELLANGER (Claude) dir. *Histoire générale de la presse française Tome 3 : de 1871 à 1940*, Paris, PUF, 1972, 688 pages.

CHARLE (Christophe), *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, 2004, 399 p.

DEMAISON (André), *Les Voix de la France : la presse de province au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1932, 250 pages.

EVENO (Patrick), *Histoire de la presse française : de Théophraste Renaudot à la révolution numérique*, Paris, Flammarion, 2012, 271 pages.

FEYEL (Gilles), *La presse en France des origines à 1944 : histoire politique et matérielle*, Paris, Ellipses, 2007, 192 pages.

KAYSER (Jacques), *Le Quotidien français*, Paris, Armand Colin, 1963 (Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques : 122), 171 pages.

MANEVY (Raymond), *L'Évolution des formules de présentation de la presse quotidienne*, Éd. Estienne, 1956, 104 pages.

MARTIN (Laurent), *La presse écrite en France au 20e siècle*, Paris, Le livre de Poche, 2005, 256 pages.

MARTIN (Marc), *La Presse régionale : des affiches aux grands quotidiens*, Paris, Fayard, 2002 (Les Nouvelles études historiques), 501 pages.

MAURIN (Jean-Louis), *Combattre et informer. L'armée française et les médias pendant la Première Guerre mondiale*, Talmont St Hilaire, Codex, 2009, 138 pages.

ROSSEL (André) (dir.), *Histoire de France à travers les journaux du temps passé. 14-18 Avènement du monde contemporain*, Thomery, L'enseigne de l'arbre verdoyant, 1983, 319 pages.

WEILL (Georges), *Le Journal : origines, évolution et rôle de la presse périodique*, Paris, La Renaissance du Livre, 1934, 450 pages.

La censure et la propagande

BERGER (Marcel) et ALLARD (Paul), *Les secrets de la censure pendant la guerre*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014, 291 pages.

DRIENCOURT (Jacques), *La propagande, nouvelle force politique*, Paris, Armand Colin, 1950, 300 p.

FORCADE (Olivier) « Censure, secret et opinion en France de 1914 à 1919 », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Nanterre, éditions BDIC, 2000, pp. 45-53.

FORCADE (Olivier), « Dans l'œil de la censure : voir ou ne pas voir la guerre », in *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, PROCHASSON (Christophe) et RASMUSSEN (Anne) dir. Paris, La Découverte, 2004, 360 pages.

FORCADE (Olivier), « Voir et dire la guerre à l'heure de la censure (France 1914-1918) », in *Le Temps des Médias* (n°4), Paris, Nouveau monde éditions, 2005, 192 pages.

HORNE John, « Propagande et vérité dans la Grande Guerre », in *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, PROCHASSON (Christophe) et RASMUSSEN (Anne), Paris, éditions La Découverte, 2004, 360 pages.

NAVET-BOURON (François), « Censure et dessin de presse en France pendant la grande guerre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, mars 2000, Paris, PUF, pp 7-19.

ORY (Pascal), *La censure en France à l'ère démocratique*, Bruxelles, Complexe, 1997, 357 pages.

RAJSFUS (Maurice), *La censure militaire et policière 1914-1918*, Paris, Le Cherche midi, 1999, 259 pages.

Lyon et les lyonnais

AGOSTINI (Marina), *La vie culturelle à Lyon pendant la Première Guerre Mondiale* Lyon, Université Lyon 2, mémoire de maîtrise d'Histoire, Fouilloux (dir.) 1995, 1 vol, 158 pages.

BERMONT (Noëlle), *L'alphabétisation à Lyon et dans les cantons du Rhône au début du XIXe*, Lyon, Université Lyon 2, mémoire de maîtrise d'Histoire, Lequin (Yves) (dir), 1973, 722 pages.

HERRIOT (Edouard), *Lyon pendant la guerre*, Paris, PUF, 1925, 99 pages.

ISAAC (Auguste), *Journal d'un notable lyonnais, 1906-1933*, Lyon, BGA Permezel, 2002, 596 pages.

LAPERRIERE (Guy), *La « séparation » à Lyon (1904-1908) Étude d'opinion publique*, Lyon, 1973, 220 pages.

SAMBARDIER (Pétrus), *La Vie à Lyon de 1900 à 1937*, Lyon, Éd. Archat, 223 pages

La presse à Lyon

CAU (Yves), *Un grand quotidien dans la guerre. Le Progrès, Juin 1940 – Novembre 1942*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1979, 324 pages.

DUBREUIL (Robert), *Les origines de la grande presse lyonnaise*, DES, Lyon, 1953, 83 pages.

ECK (Alain), *Veillée d'armes 1913-1914. La presse de Rhône-Alpes dans l'attente de la guerre*, EMCC, Lyon, 2013, 256 pages.

JAMPY (Marc), *Expériences de presse, Lyon, 1870-1914*, 2013, Thèse, Histoire, Université Jean Moulin Lyon 3, 667 pages.

LE PROGRÈS, *150 ans d'actu à la Une 1859-2009*, Lyon, Le progrès, 2009, 226 pages.

RIVIERE (Marcel-G.), *Le Progrès et la résistance*, Lyon, CROP, 1975, 42 pages.

Dictionnaires et encyclopédies

BECKER (Jean-Jacques) *Dictionnaire de la première guerre mondiale*, Waterloo, éditions André Versaille, 2008, 263 pages.

BECKER (Jean-Jacques) et AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane) (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914 – 1918*, Paris, éditions Bayard, 2004, 1342 pages.

COCHET (François) et PORTE (Rémy) (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Robert Laffont, 2008, 1120 pages.

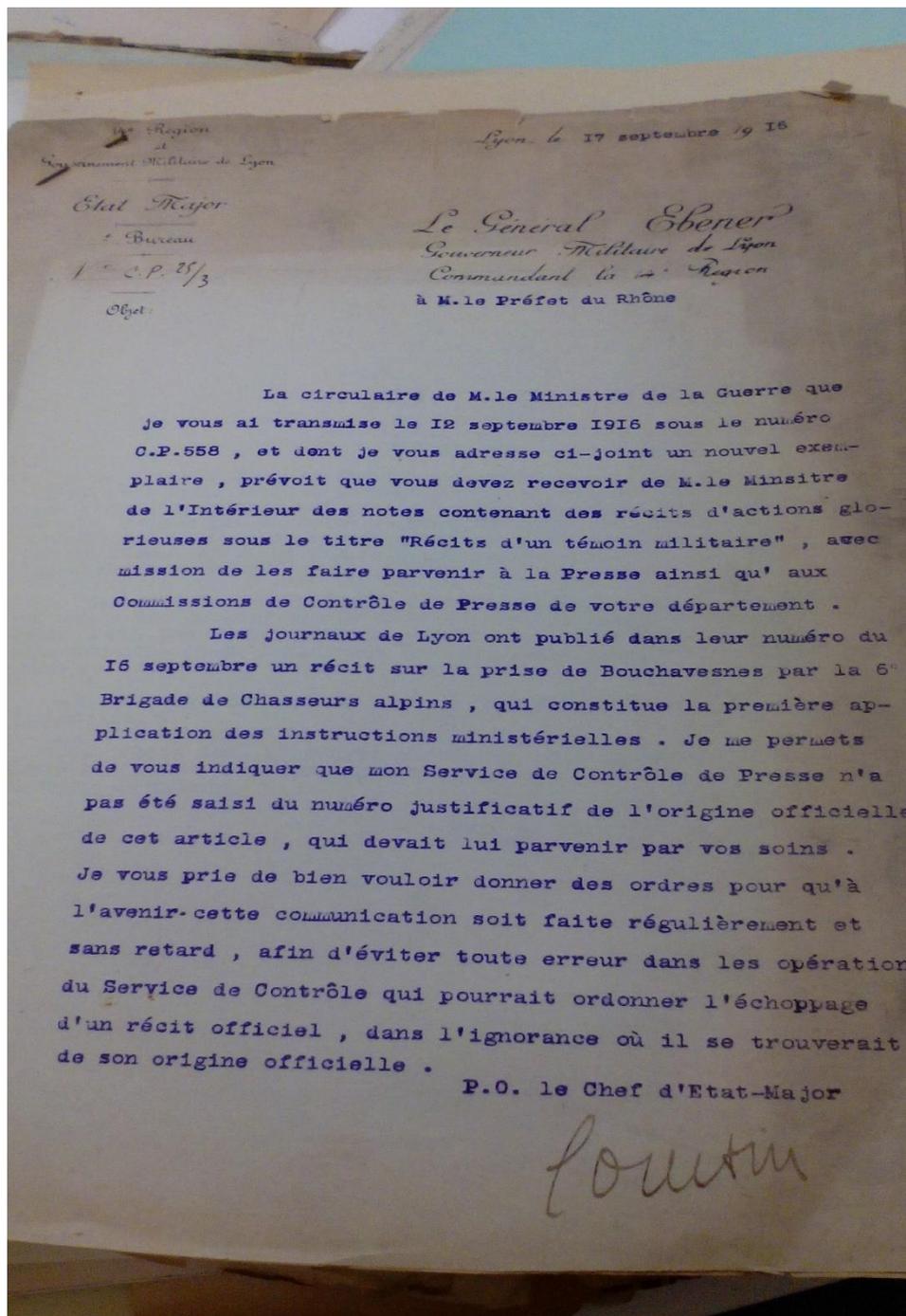
THEVENON (Bruno) et BEGHAIN (Patrice), *Dictionnaire Historique de Lyon*, Lyon, éditions S.Bachès, 2009, 1504 pages.

TABLES DES ANNEXES

Annexe 1	68
Annexe 2	69
Annexe 3	70
Annexe 4	71
Annexe 5	71
Annexe 6	72
Annexe 7	73
Annexe 8	74
Annexe 9	75
Annexe 10	76
Annexe 11	77
Annexe 12	78
Annexe 13	79

COURRIER DU GENERAL EBENER AU PREFET DU RHONE

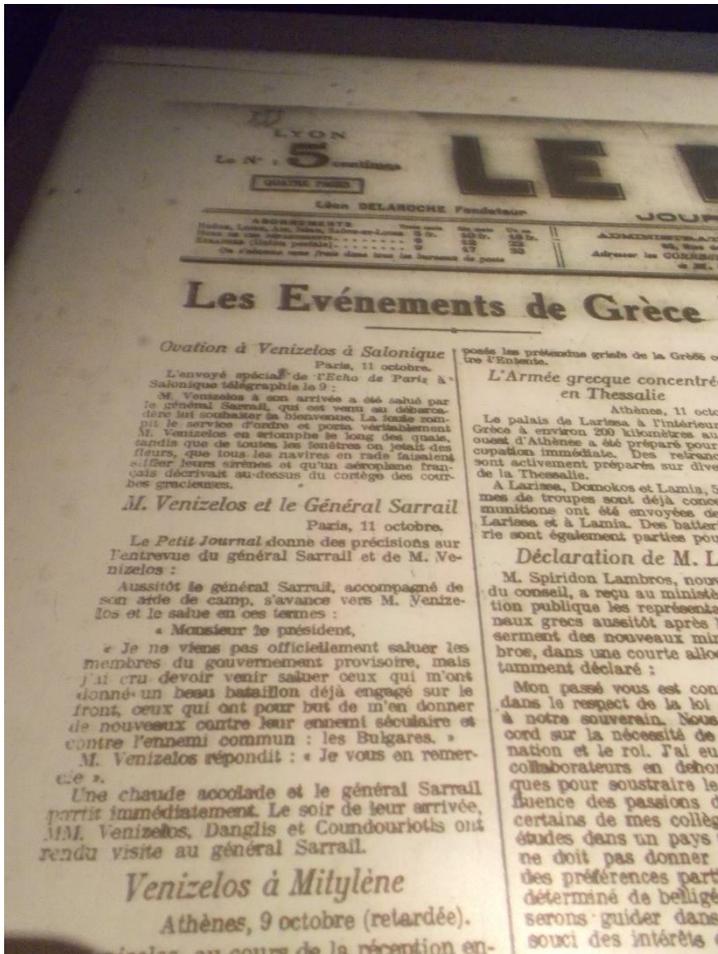
Les récits d'un témoin militaire, 17 septembre 1916, ADR.



Annexe 1

TITRE SUR DEUX COLONNES

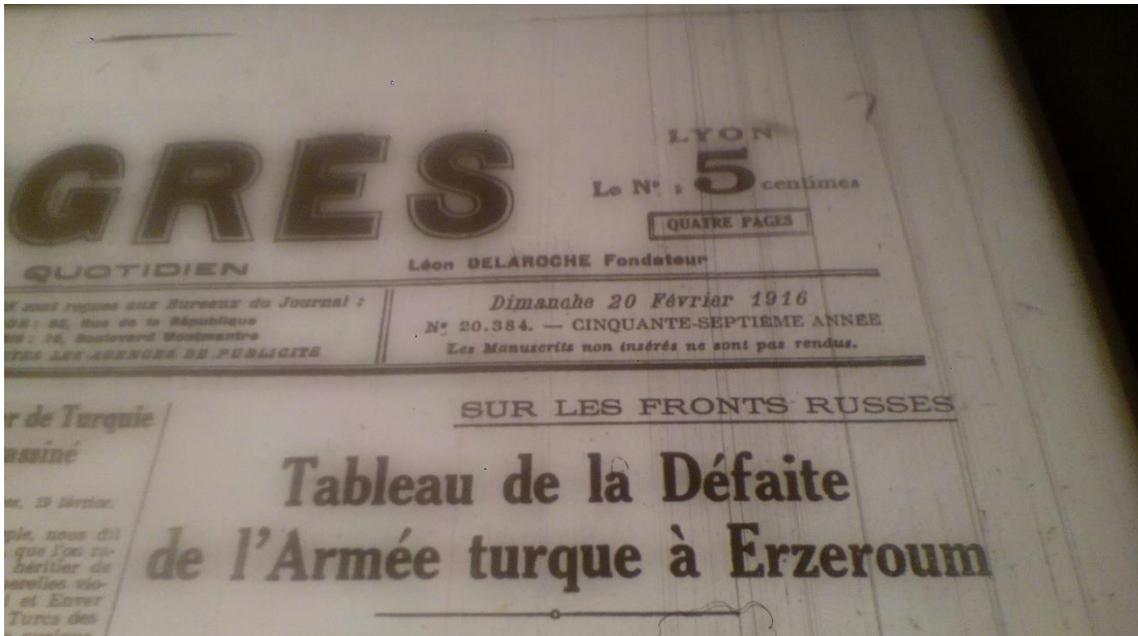
Le Progrès, BML.



Annexe 2

TITRE DU PROGRES SUR LA DEFAITE DE L'ARMEE TURQUE

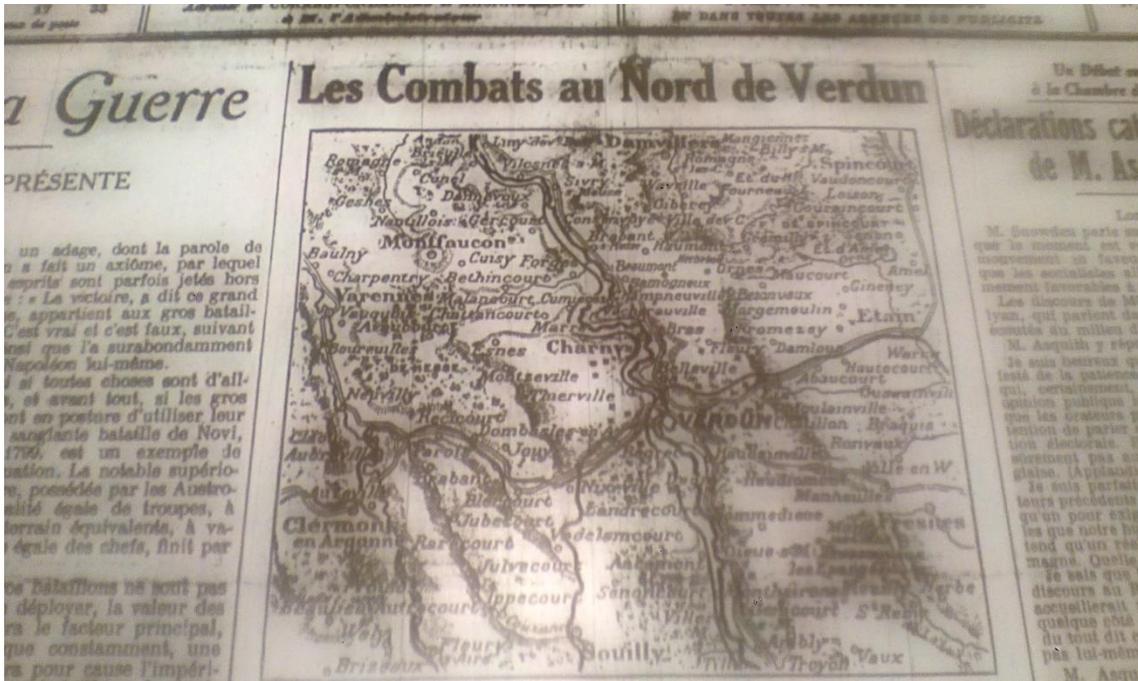
Le Progrès, 20 février 1916, BML



Annexe 3

CARTE DES COMBATS AU NORD DE VERDUN

Le Progrès, 25 février 1916, BML.



Annexe 4

COMPARAISON DES PERTES ALLEMANDES ET FRANÇAISES

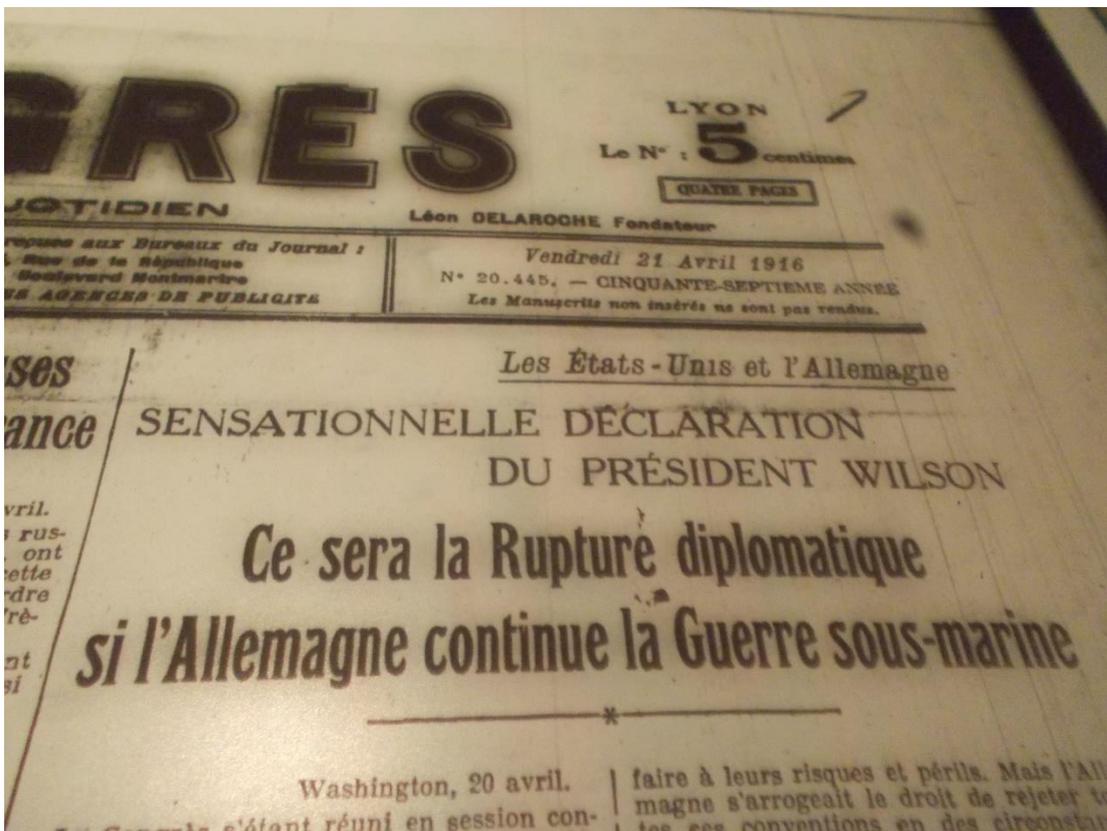
Le Progrès, 24 juin 1916, BML.



Annexe 5

UNE DU PROGRES, FIN DES MANCHETTES SENSATIONNELLES

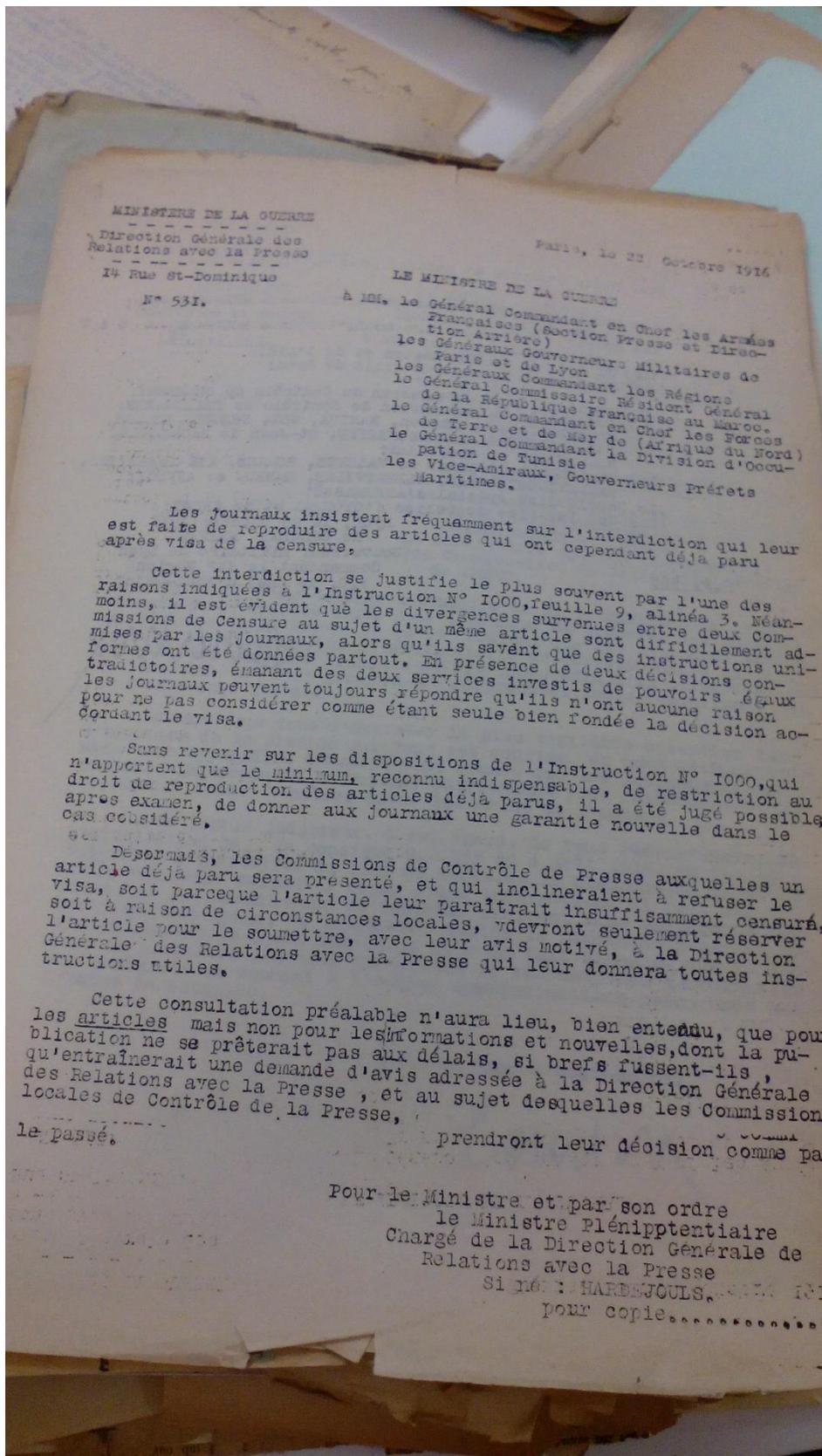
Le Progrès, 21 avril 1916, BML.



Annexe 6

LE MINISTRE DE LA GUERRE AU PREFET DU RHONE

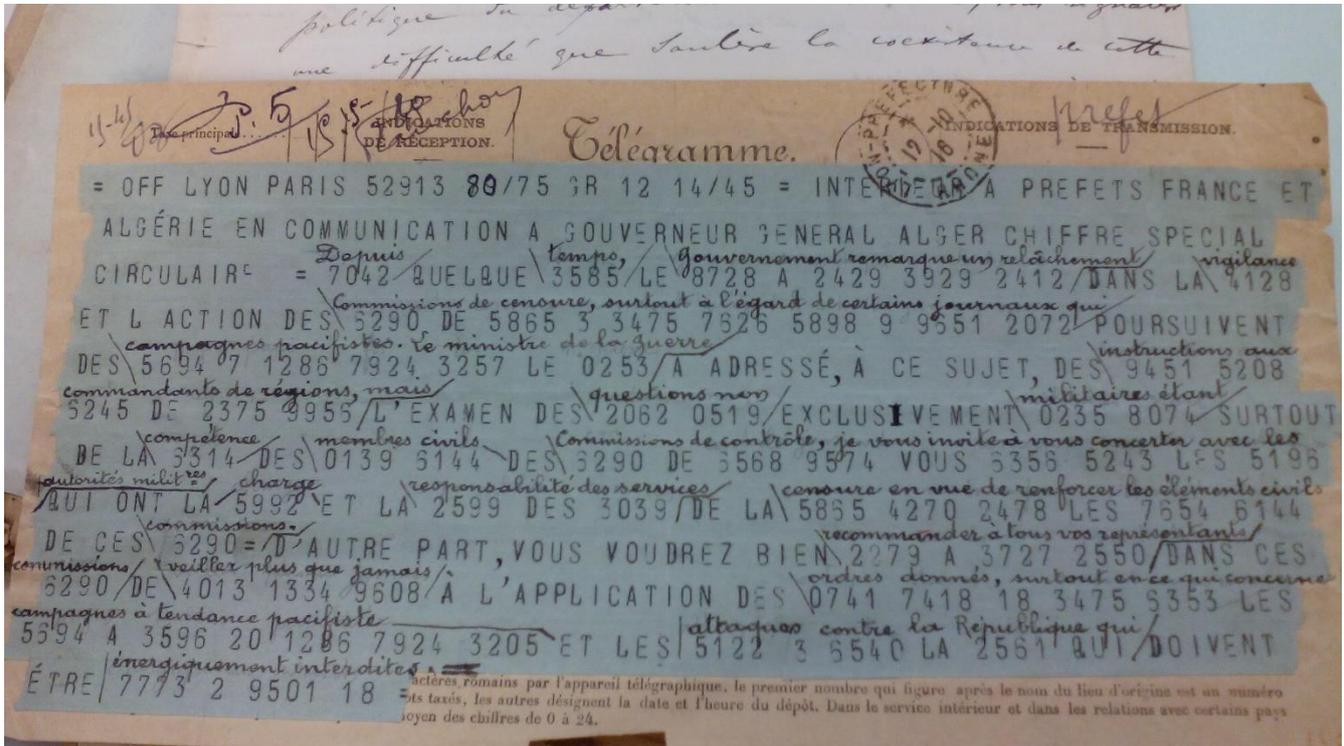
ADR, le 22 octobre 1916.



Annexe 7

TELEGRAMME DU MINISTRE DE L'INTERIEUR AUX PREFETS

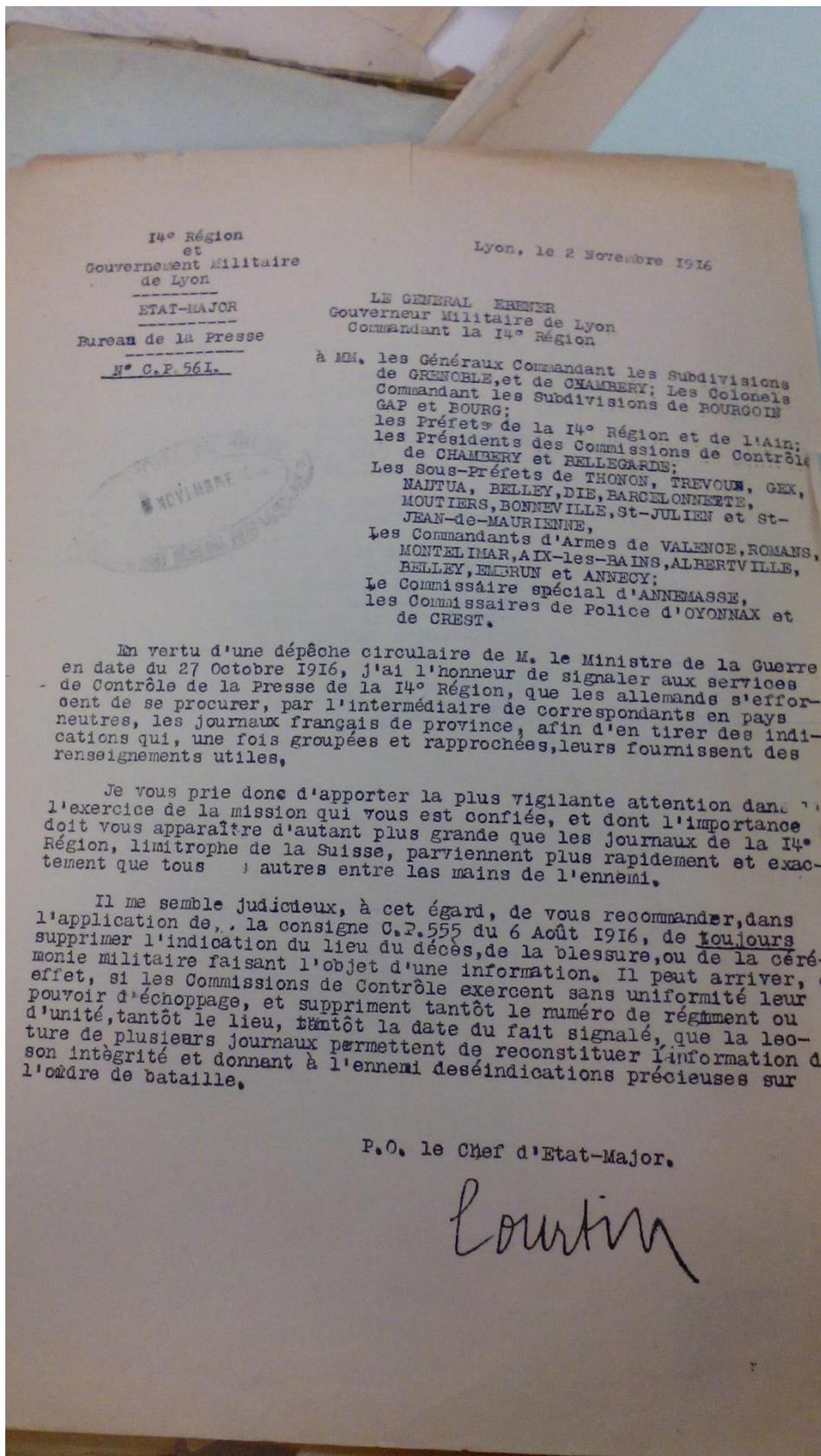
ADR, 12 octobre 1916.



Annexe 8

LE GENERAL EBENER AU PREFET DU RHONE

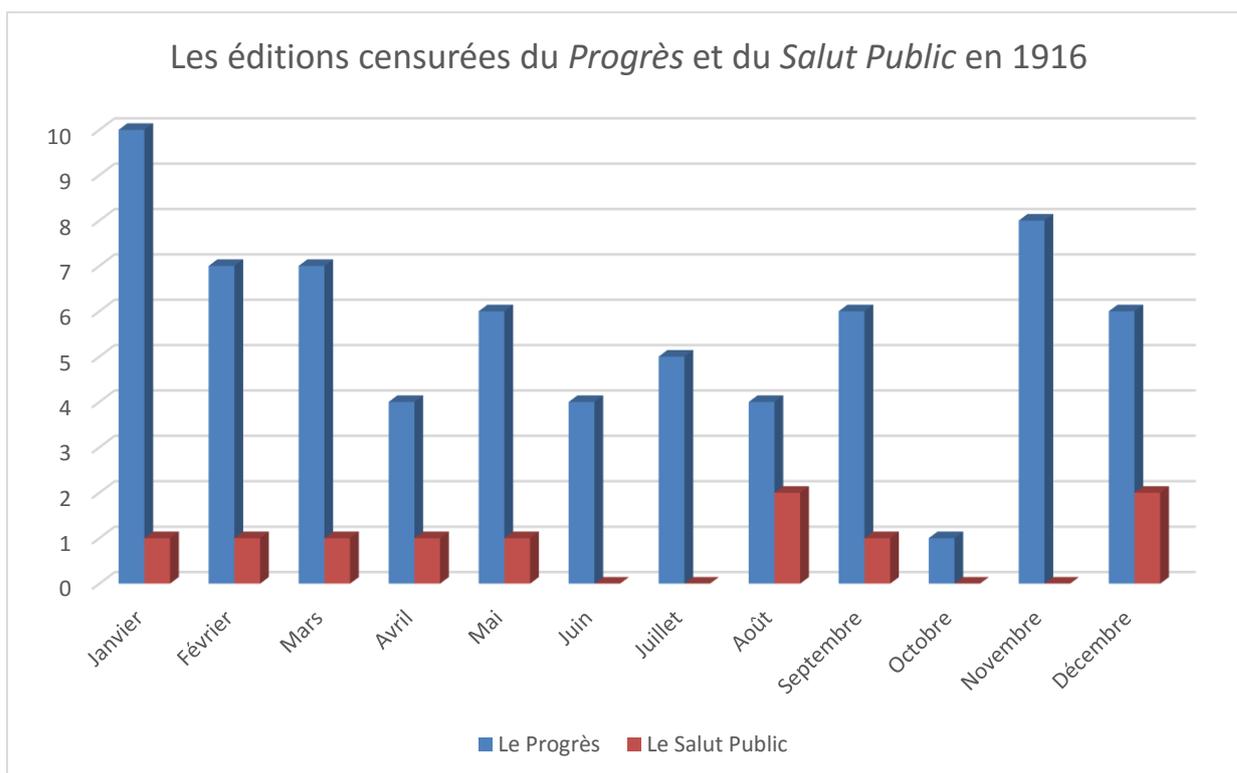
ADR, le 2 novembre 1916.



Annexe 9

TABLEAU SUR LE NOMBRE D'EDITIONS CENSUREES EN 1916

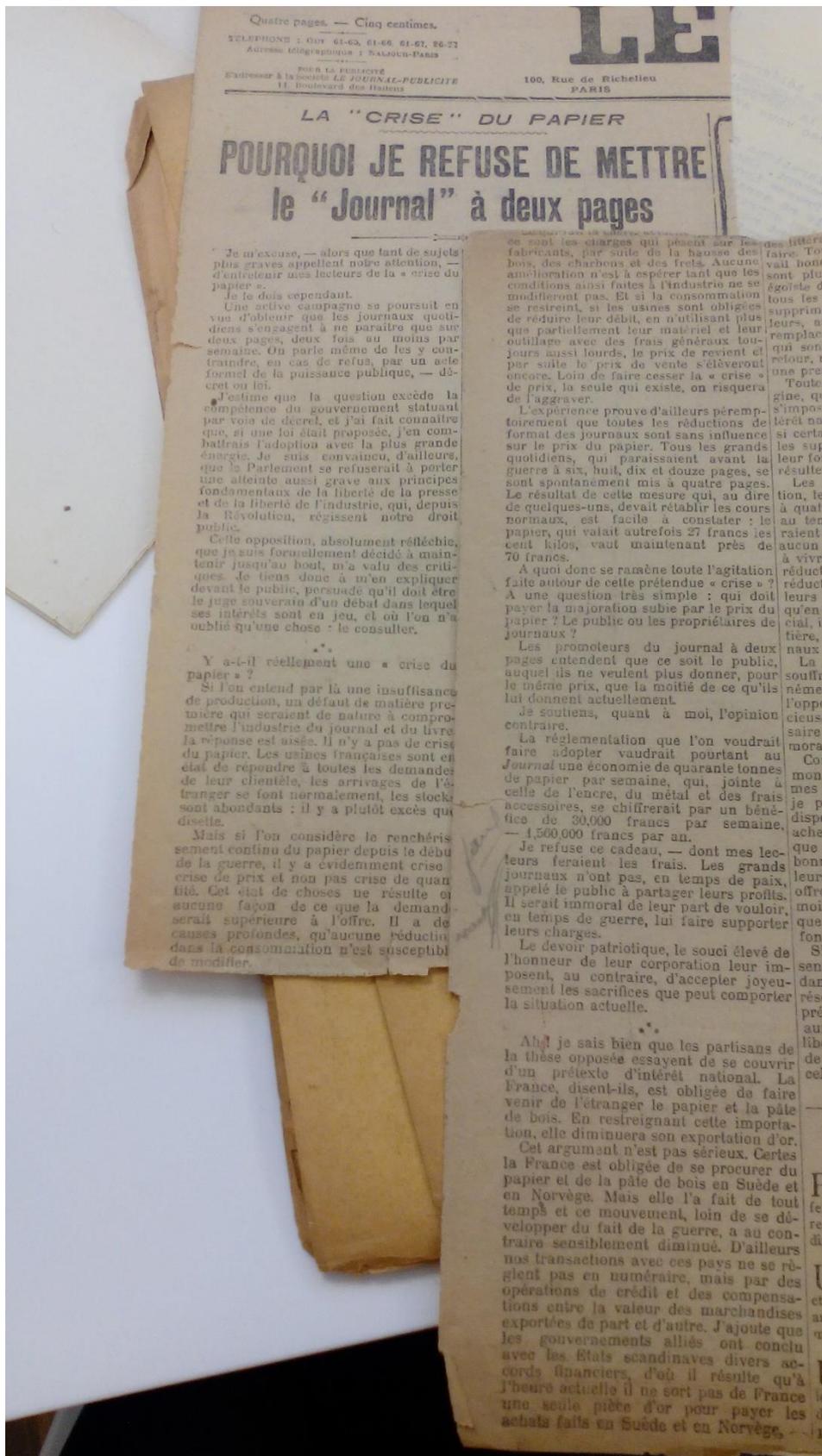
Pour *Le Salut Public* et *Le Progrès*.



Annexe 10

ARTICLE DU PROGRES

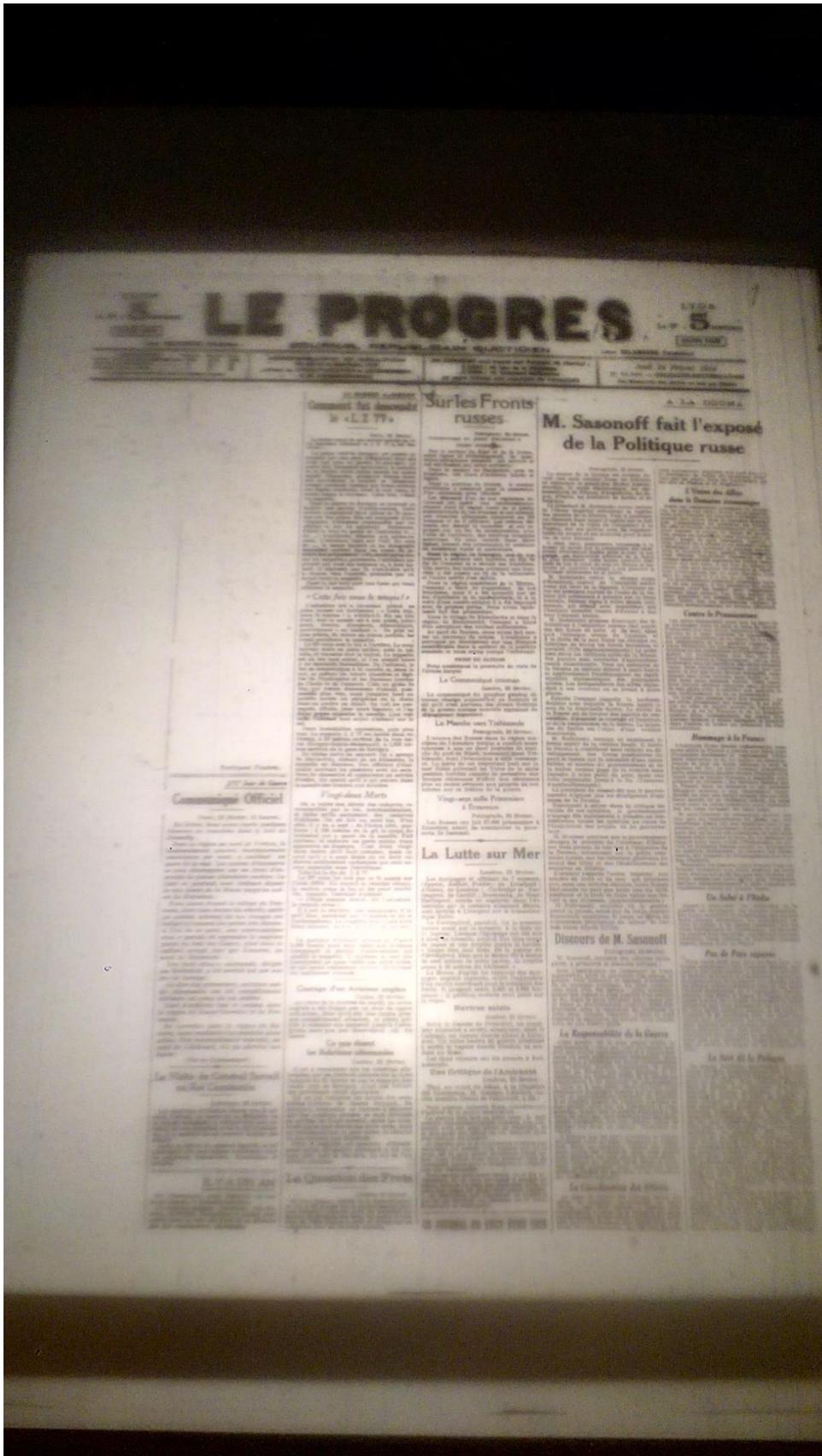
Sur la crise du papier, Charles Humbert, ADR.



Annexe 11

LES BLANCS DE CENSURE EN UNE DU PROGRES

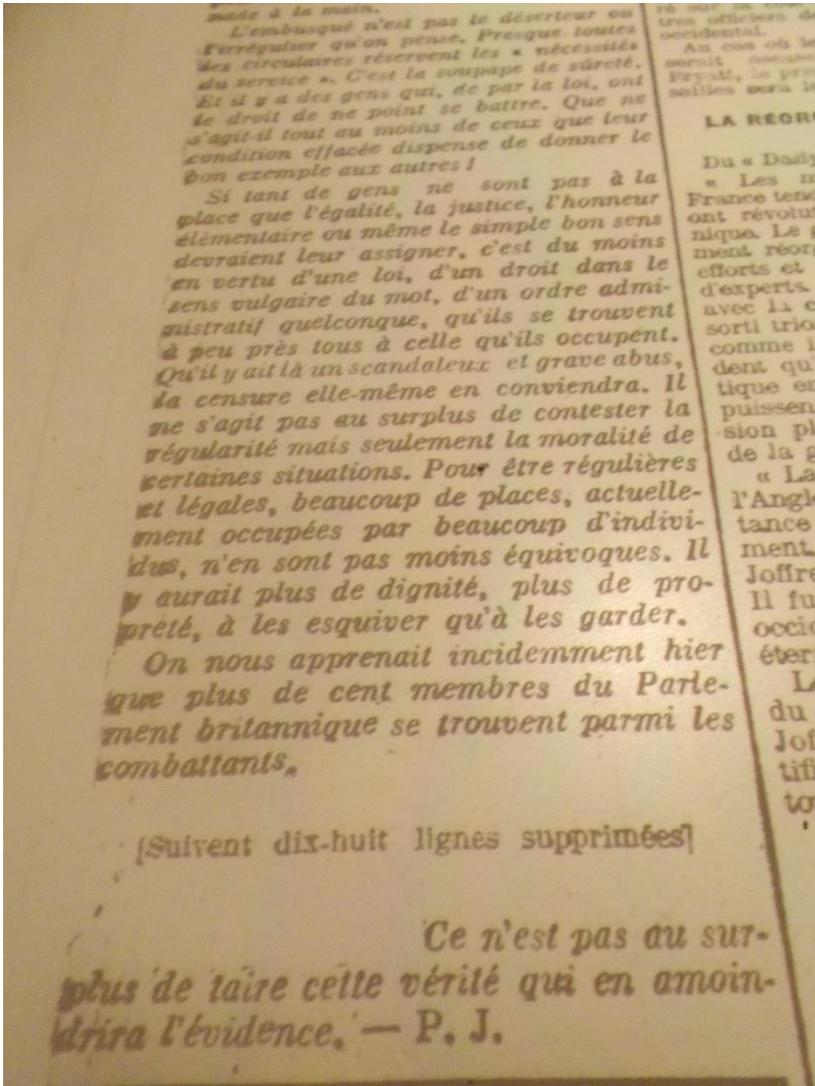
Le 24 février 1916, BML.



Annexe 12

EXEMPLE DE DESCRIPTION D'UNE CENSURE

Le Salut Public, BML.



Annexe 13

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	7
INTRODUCTION.....	9
HISTOIRE DU SALUT PUBLIC ET DU PROGRES	11
Description historique du <i>Salut Public</i> et du <i>Progrès</i>.....	11
<i>Le Salut public</i>	11
<i>Le Progrès</i>	15
LA PROPAGANDE ET LA CENSURE EN 1916.....	23
Le gouvernement de 1916	23
La propagande en temps de guerre	25
<i>Le journal, instrument de propagande de l'Etat</i>	31
LE SALUT PUBLIC ET LE PROGRES EN GUERRE	32
La propagande des deux journaux lyonnais	33
<i>La place de la Grèce dans les journaux lyonnais</i>	33
<i>La bataille de Verdun : enjeu de la propagande étatique</i>	39
<i>L'attitude envers les pays neutres</i>	46
<i>La démoralisation de l'ennemi</i>	49
Subir la censure en 1916.....	51
CONCLUSION	57
SOURCES.....	59
BIBLIOGRAPHIE.....	61
TABLES DES ANNEXES.....	67
TABLE DES MATIERES.....	85